



2019

Rapport du budget primitif

.....

Sommaire

Équilibre budgétaire

- P.4** Contexte financier, PLF 2019 et PLFR 2018
 - P.5** Préambule
 - P.6** La chaîne de l'épargne
 - P.8** Le Fonctionnement
 - P.16** L'Investissement
 - P.20** L'endettement
 - P.22** La présentation du budget par grande politique publique
-

Toulouse ville créative

- P.24** Action Internationale et Européen
 - P.25** Soutien aux acteurs culturels locaux
 - P.26** Lecture publique
 - P.27** Patrimoine et musées
 - P.28** Musique et spectacle vivant
 - P.29** Communication externe
-

Toulouse ville responsable

ORGANISATION DU TERRITOIRE COMMUNAL

- P.32** Stationnement, déplacements, mobilité
- P.33** Marchés et occupation du domaine public
- P.34** Eclairage Public
- P.35** Opérations d'aménagement
- P.36** Jardins et espaces verts

PROMOTION DE LA CITOYENNETÉ ET SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ

- P.38** Démocratie locale
 - P.39** Lutte contre les discriminations
 - P.40** Services à la population
 - P.41** Police municipale
-

Toulouse ville solidaire

- P.44** Éducation
 - P.45** Cuisine centrale
 - P.46** Petite enfance
 - P.47** Enfance loisirs
 - P.48** Animation socioculturelle
 - P.49** Renforcement du lien social
 - P.50** Logement
 - P.51** Mission accueils jeunes
 - P.52** Seniors
 - P.53** Hygiène et santé
 - P.54** Sports
-

Moyens et modernisation de l'action publique

- P.56** Ressources humaines
 - P.57** Direction du numérique
 - P.58** Gestion et entretien du parc immobilier
-

Thématique transversale : le Contrat de Ville

- P.61** Contrat de ville et renouvellement urbain
-



Équilibre budgétaire

P.4	Contexte financier, PLF 2019 et PLFR 2018
P.5	Préambule
P.6	La chaîne de l'épargne
P.8	Le Fonctionnement
P.16	L'Investissement
P.20	L'endettement
P.22	La présentation du budget par grande politique publique

Contexte économique et financier

Le Gouvernement vient de présenter son projet de Loi de Finances rectificative (PLFR 2018) pour 2018. Les **prévisions macro économiques** sont inchangées par rapport au projet de loi de finances 2019 présenté en septembre : une croissance du PIB anticipée à 1,7%, une hausse de l'inflation à 1,8%. Le PIB ayant progressé au 3ème trimestre de 0,4%, une croissance d'au moins 0,6% pour le dernier trimestre devrait être observée pour que la prévision de croissance du Gouvernement soit respectée.

Or, selon l'INSEE, l'OCDE et la Banque de France, la croissance 2018 ne devrait pas dépasser 1,6%. De la même façon, le Haut Conseil des Finances Publiques, saisi dans le cadre de l'examen du projet de Loi de finances rectificative 2018, estime qu'« *une croissance du PIB à 1,6% serait plus vraisemblable* ».

Les principales dispositions du **PLFR 2018** (8 articles seulement) concernent les Départements avec l'introduction d'un « Fonds de stabilisation à destination des départements connaissant une situation financière dégradée au regard des charges induites par le financement des allocations individuelles de solidarité » de 115 M€, ainsi qu'un programme spécifique de 50 M€ pour les inondations récentes du département de l'Aude.

Alors que l'examen du projet de loi de finances 2019 (PLF 2019) se poursuit, il n'est pas observé de modification par rapport à la présentation qui en avait été faite lors du débat d'orientation budgétaire pour 2019. Les principales mesures du **PLF 2019** concernant les collectivités sont les suivantes :

- **Stabilité globale de la DGF**, les amendements visant à un ajustement de la DGF en fonction de l'inflation ayant été rejetés. A noter qu'une stabilité globale ne signifie pas stabilité individuelle, mais peut se traduire par des majorations ou des minorations ;
- **Réforme de la dotation d'intercommunalité** (suppression des enveloppes différenciées au profit d'une enveloppe unique), qui a fait l'objet de nombreux amendements. L'augmentation de 30 M€ de l'enveloppe nationale de la dotation d'intercommunalité limitée dans la version initiale au seul exercice 2019, s'inscrit désormais dans la durée. Cet abondement de 30 M€ n'a cependant pas d'incidence budgétaire pour le budget de l'Etat. Comme l'indique l'exposé des motifs relatifs à la discussion de cet amendement : « *l'augmentation de 30M€ est financée au titre des besoins interne de la DGF et non par apport d'argent frais du budget national* » ;
- **Maintien du FPIC à 1 milliard d'euros.**

Préambule

Les années 2016 et 2017 ont été marquées par le transfert de nouvelles compétences des communes membres vers Toulouse Métropole (équipements d'intérêt métropolitain, GEMAPI, cimetières toulousains, aires des gens du voyage). En 2018 il y a une stabilité du périmètre de compétences de la Ville de Toulouse. En 2019, **le champ d'action de la Ville de Toulouse sera de nouveau impacté par deux transferts de compétences à Toulouse Métropole.**

Le projet de budget primitif 2019 prend compte en compte les conséquences financières de ce transfert :

- de la **part « professionnel » du Lido** à Toulouse Métropole, dans le cadre de la création de l'Ecole du Cirque, pour 200 k€ ;
- d'un **portail de ressources numériques** à destination des utilisateurs des bibliothèques métropolitaines, pour 75 K€.

Dans ce contexte et alors que l'évaluation des coûts des activités sera arrêtée dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) qui se tiendra fin 2019, **l'impact de ces deux transferts a été évalué à 281 k€** dans le cadre de la préparation du budget primitif 2019.

Le règlement amiable du contentieux lié à la dépollution du site de la Cartoucherie, qui opposait la Ville de Toulouse au GIAT (désormais Nexter Défense), conduit à inscrire **10 M€ de recettes exceptionnelles en fonctionnement**, ce qui permet d'améliorer l'épargne de la collectivité par ailleurs en amélioration structurelle.

La progression des dépenses réelles de fonctionnement respecte la contractualisation financière entre la Ville de Toulouse et l'Etat puisqu'elle serait en deçà de 1,45 %, compte tenu du retraitement des dépenses associées à l'organisation de l'accueil du Tour de France en 2019, comme le prévoit le dispositif contractuel.

De manière à assurer la cohérence des comparaisons entre le BP 2018 et le projet de BP 2019, les inscriptions du BP 2018 liées au forfait post stationnement (FPS) ainsi qu'aux produits liés au stationnement ont été retraitées de la manière suivante :

- -3,8 M€ en dépenses et en recettes de fonctionnement correspondant au montant de FPS prévisionnel directement reversé à Toulouse Métropole
- intégration des produits de stationnement devenus redevance de stationnement (5,1 M€) au chapitre 70 et non plus au 73 comme c'était le cas auparavant.

La chaîne de l'épargne

En M€	BP 2018 (retraité des écritures liées au stationnement)	BP 2019
Recettes réelles de fonctionnement	570,1	594,1
Dépenses de fonctionnement hors dette	537,8	541,4
Epargne de gestion	32,3	52,7
Charges financières nettes	1,6	2,2
Remboursement du capital de la dette	9,0	9,6
Epargne nette	21,7	40,9
Dépenses réelles d'investissement (hors FCTVA)	150,0	175,5
Recettes réelles d'investissement hors emprunt	35,2	53,9
Emprunt d'équilibre	93,1	80,7

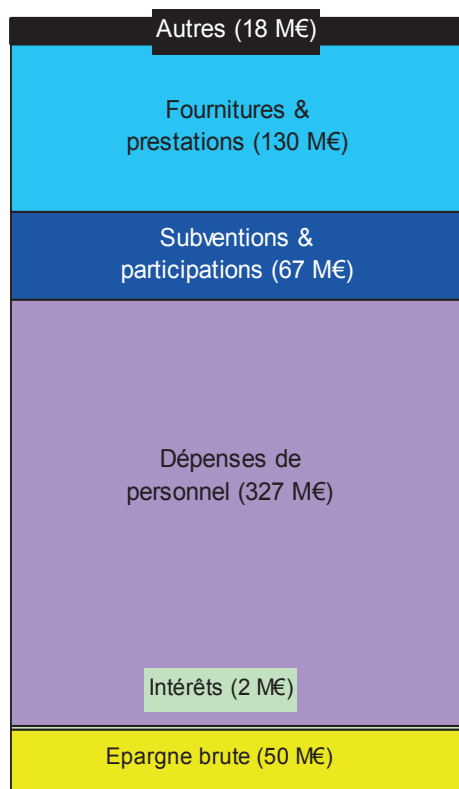
En 2019, les recettes de fonctionnement devraient progresser de 24 M€ par rapport à 2018, dont 10 M€ dans le cadre de la résolution du contentieux GIAT.

La croissance des dépenses de fonctionnement sera limitée à moins de 4 M€.

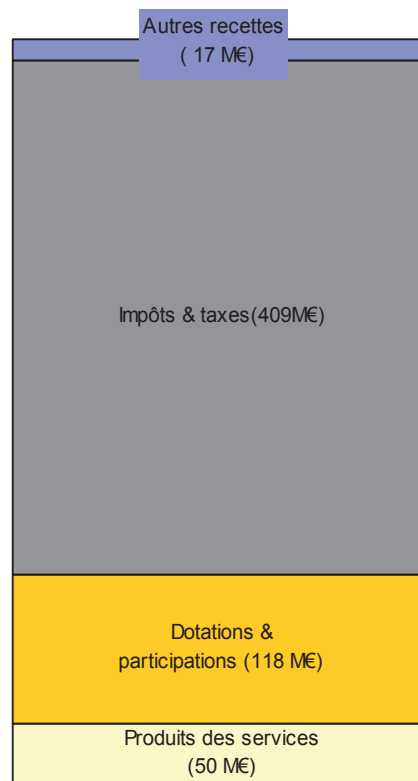
L'**épargne nette** ainsi dégagée s'élève de **41 M€**, soit près du double de 2018.

Ces efforts de gestion permettent d'assurer un très bon niveau de financement des investissements en forte hausse par rapport à l'exercice précédent, tout en réduisant le besoin d'**emprunt d'équilibre à 81 M€** (-12 M€). Ils permettent par conséquent de maintenir les grands équilibres financiers de la collectivité.

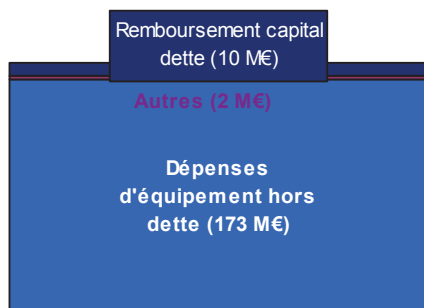
Equilibre du budget 2019



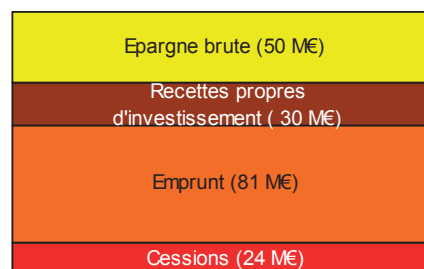
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT : 594 M€



RECETTES DE FONCTIONNEMENT : 594 M€



DEPENSES D'INVESTISSEMENT : 185 M€



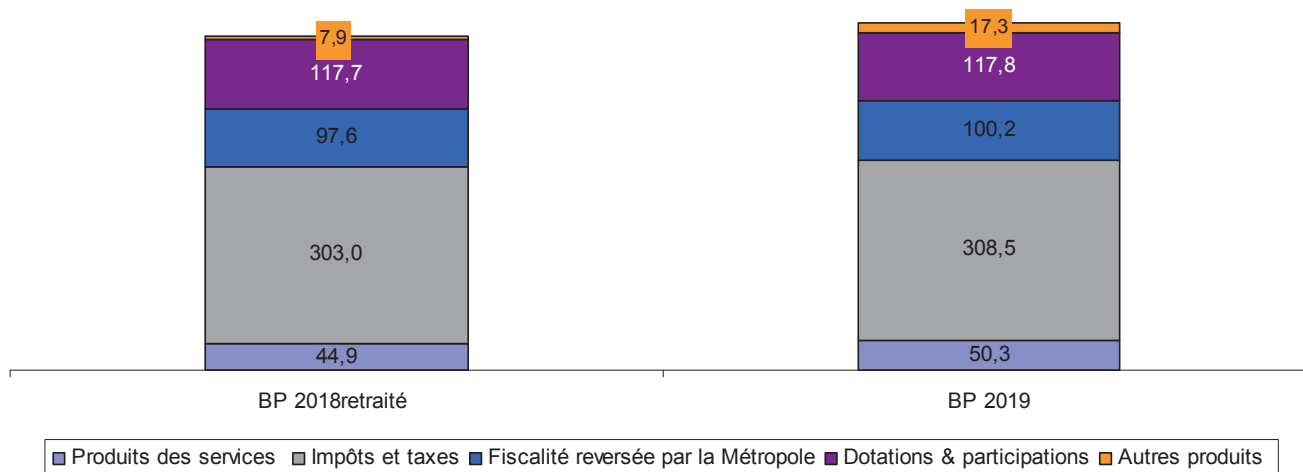
RECETTES D'INVESTISSEMENT : 185 M€

Le Fonctionnement

1 LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Après retraitement des écritures liées aux forfaits post stationnement et produits de stationnement, les recettes de fonctionnement passent de 571,1 M€* en 2018 à **594,1 M€ en 2019, soit une augmentation de 23 M€.**

Répartition des recettes de fonctionnement

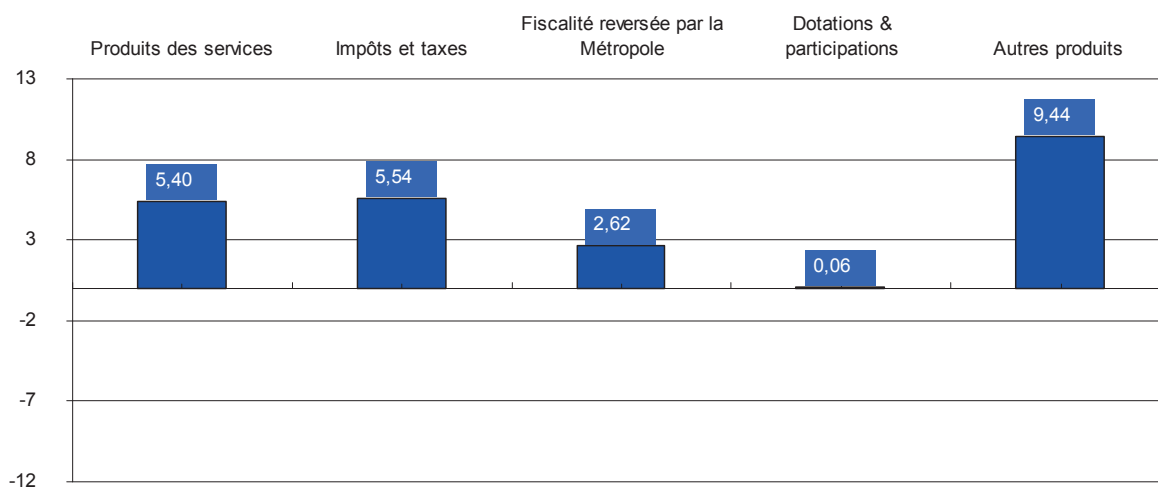


* Y compris produits financiers (933 k€ en 2018 correspondant au bilan de clôture de l'opération médiathèque Marengo)

Hors contentieux GIAT (10 M€), cette augmentation s'explique essentiellement par :

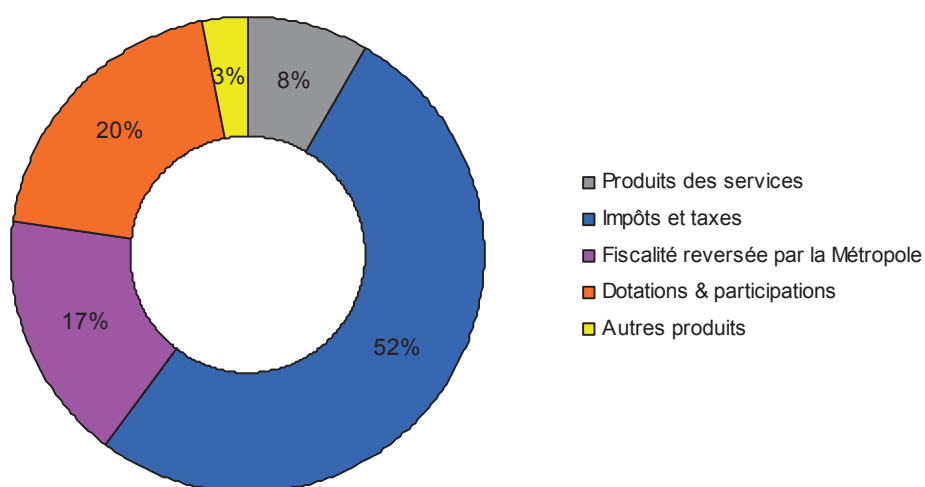
- le **dynamisme des impôts et taxes**, qui augmenteront de 5,5 M€, à mettre en lien avec la croissance économique du territoire et du marché immobilier toulousain ;
- l'**augmentation du produit des services**, qui devrait atteindre 5,4 M€ en 2019.
- la **revalorisation de la dotation de solidarité communautaire**, qui progresse de 2,1 M€ ;

Evolution en M€ des principales ressources de fonctionnement 2018/2019



Dans le budget 2019, les impôts et taxes représentent plus de la moitié des ressources de fonctionnement (52 %).

Répartition des principales recettes de fonctionnement BP 2019



A / Les dotations et les participations

► les dotations

	NOTIFIE			PREVISION
	2016	2017	2018	2019
1- Dotations				
Dotation forfaitaire	63,0	56,8	56,8	56,8
Dotation de solidarité urbaine	5,3	6,8	7,8	8,5
Dotation nationale de péréquation	4,0	4,6	5,1	5,1
Total dotations	72,3	68,2	69,6	70,4
2- Compensations				
Compensation au titre des exonérations des taxes foncières	1,1	0,8	0,8	0,8
Compensation au titre des exonérations de taxe d'habitation	8,2	10,6	11,2	9,6
Total compensations	9,3	11,5	12,0	10,4
Total dotations et compensations et FPIC	81,6	75,4	81,7	80,8
3- Montée en puissance du FPIC	3,0	4,2	3,7	3,6

Pour les exercices antérieurs les montants mentionnés correspondent aux montants notifiés. Pour 2019, il s'agit de prévisions établies en fonction d'éléments connus lors de la préparation budgétaire et donc susceptibles d'évoluer d'ici à l'adoption définitive du projet de loi de finances 2019.

En ce qui concerne la **péréquation verticale**, le budget 2019 est bâti avec les hypothèses suivantes :

- une stabilité de la Dotation Globale de Fonctionnement ;
- une revalorisation de la Dotation de Solidarité Urbaine à hauteur de 0,7M€ (8,5 M€ en 2019 par rapport à 7,8 M€ notifié en 2018) ;
- une stabilité de la dotation nationale de péréquation.

En ce qui concerne la **péréquation horizontale**, le FPIC est minoré et projeté à 3,6 M€.

Par rapport au point de référence que constitue l'année 2013, la perte cumulée de ressources (dotations et montée en puissance du FPIC) s'élève à près de 168 M€.

► Les compensations

En ce qui concerne les compensations, il est anticipé une baisse par rapport aux montants perçus en 2018 (-1,7 M€). Cette évolution est la conséquence des ajustements du dispositif d'exonération des parents isolés.

► Les autres participations

Pour 2019, le total des autres participations est stable à 37 M€.

Parmi les éléments regroupés au sein de ce chapitre, le poste le plus important en volume concerne les participations reçues dans le cadre de dispositifs partenariaux avec la Caisse d'Allocations Familiales, au titre des CLAE, du contrat enfance et jeunesse et de la petite enfance. Ce poste s'élève à 30,4 M€.

Sont également prévues sous cet item les participations de l'Etat et notamment la dotation de décentralisation pour 2 M€.

B / Le produit de la fiscalité locale

Pour 2019, le **produit de la fiscalité directe locale** est prévu à hauteur de **269,3 M€**, contre 264,4 M€ inscrits au BP 2018.

Cette estimation intègre plusieurs éléments :

- une stabilité des taux municipaux, comme annoncée ;
- une hypothèse prudente de revalorisation forfaitaire nationale à 0,8%. Cette revalorisation est désormais calculée à partir de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé ;
- une progression physique des bases de 1% pour la taxe d'habitation et le foncier bâti et de - 1 % pour le foncier non bâti ;
- la sortie progressive de l'exonération de taxe d'habitation des parents isolés ;
- les rôles supplémentaires ne sont par définition pas pris en compte.

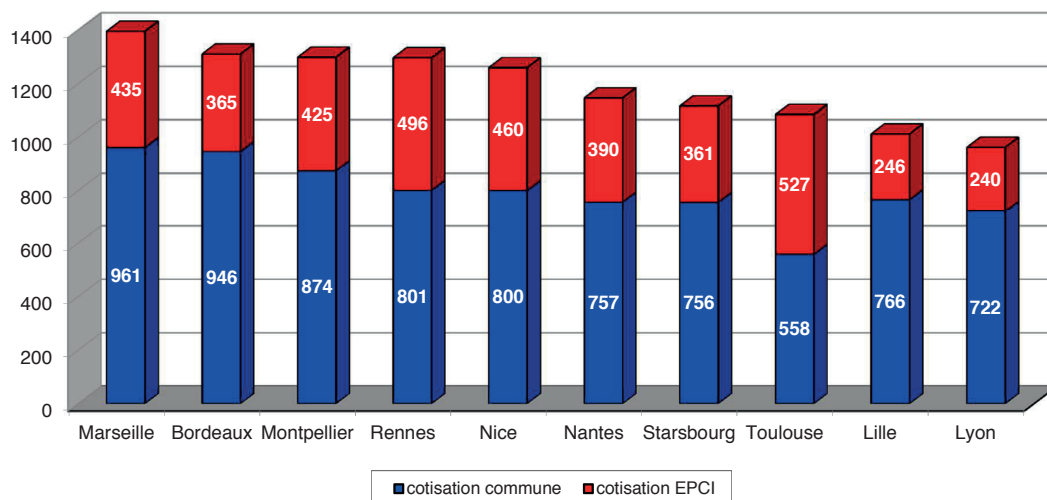
Ce produit fiscal attendu se décompose ainsi : 45% au titre de la taxe d'habitation et 55 % au titre du foncier bâti.

Cette projection sera actualisée en mars 2019 lors de la notification des bases prévisionnelles et le budget ajusté en conséquence.

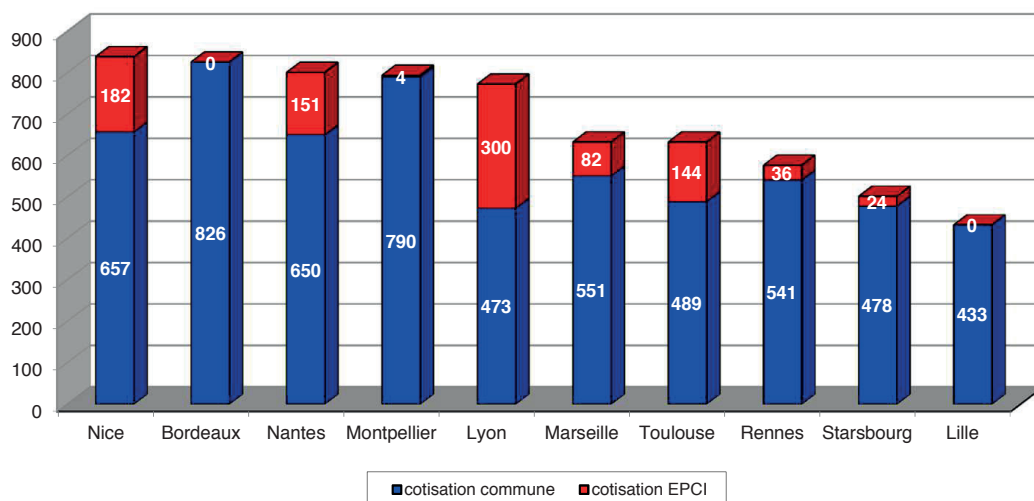
Les deux graphiques ci-dessous présentent pour la taxe foncière et la taxe d'habitation le montant de cotisation annuelle, calculée sur la base des taux 2018, pour un couple avec deux enfants, aux revenus supérieurs à 57 000 €, propriétaire de son domicile et avec une valeur locative égale à 1,5 fois la valeur locative moyenne des logements de la commune (sources : données issues du cabinet FSL).

Ces tableaux intègrent donc les politiques d'abattement. Ils permettent une approche plus précise de la charge de l'impôt et viennent donc compléter les données comparatives des seuls taux de fiscalité.

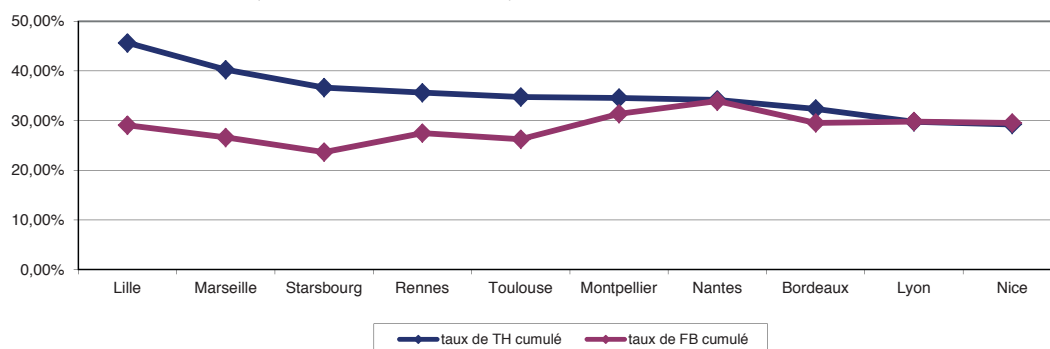
Cotisation de la taxe d'habitation 2018 en euros



Évaluation de la taxe sur le foncier 2018 en euros



Taux cumulés (Ville centre et EPCI) pour la taxe d'habitation et de foncier bâti



Ces deux courbes matérialisent sur la base des derniers taux votés (taux 2018), les taux cumulés (Ville Centre et structure intercommunale) tant pour la taxe d'habitation en bleu que pour le foncier bâti en violet. Le taux cumulé de taxe d'habitation s'établit à 34,75% et celui de foncier bâti à 26,25 %.

En outre, il convient de préciser qu'à l'heure actuelle nous ne disposons pas d'éléments comparatifs sur la stratégie fiscale 2019 des collectivités de ce panel.

C / Le produit de la fiscalité indirecte et les autres taxes locales

Le produit de la **fiscalité indirecte** est en **augmentation de 1,8 % (+0,7 M€)**.

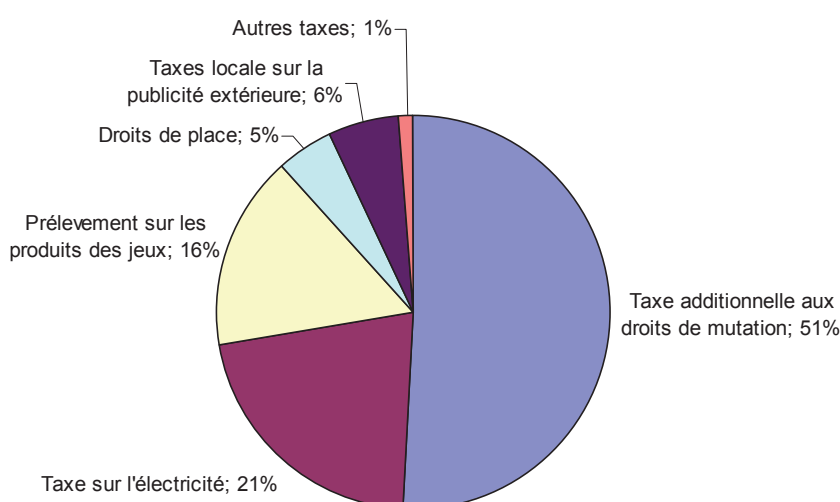
Poste prépondérant de la fiscalité indirecte locale avec un poids de plus de 50 %. Le produit des **droits de mutation** est maintenu à **20 M€**. Il pourra être ajusté en cours d'année, compte tenu du fort dynamisme immobilier du territoire.

La **taxe sur la publicité extérieure** est estimée à **2,3 M€**, en augmentation de 0,3 M€.

Le produit lié à la **taxe sur la consommation finale d'électricité** reste stable à **8,4 M€**. En effet, la consommation réelle d'électricité sur le territoire diminue grâce aux politiques de maîtrise de l'énergie.

Le prélèvement sur le **produit des jeux** dans les casinos est estimé à **6,2 M€**, en augmentation de 0,3 M€ pour 2019, confirmant la pérennité de la croissance depuis 2016.

Les **droits de places** sont prévus à hauteur de à 1,9 M€ pour 2019.

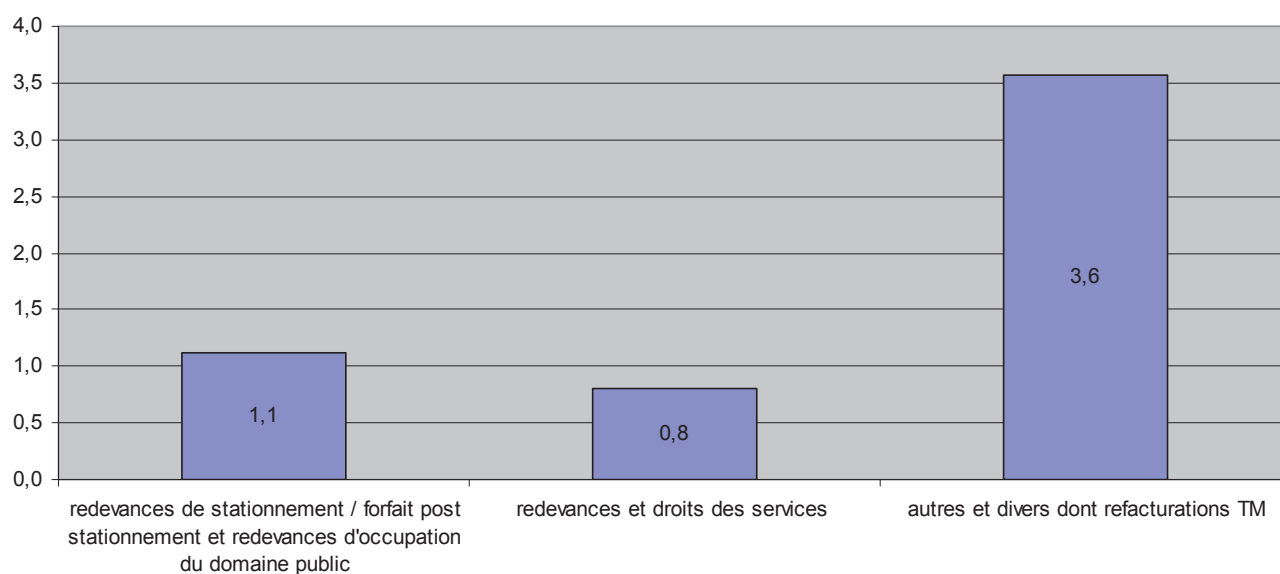


D / Les autres produits de fonctionnement

Les **autres produits de fonctionnement** progressent de 5,4 M€, passant de 44,9 M€ à **50,3 M€**. Cet item regroupe notamment :

- les recettes des services publics tarifés (cantine, centres de loisirs, sports, crèches, musées...) en augmentation de 0,9 M€ tenant compte de l'augmentation des effectifs ;
- les redevances d'occupation du domaine public (droits de voirie, de publicité sur mobilier urbain, de fourrière, de stationnement) prévues en augmentation de 1,1 M€, traduisant l'impact des actions menées en matière d'extension et de modernisation du parc d'horodateurs et de la mise en place du forfait post stationnement ;
- les refacturations à Toulouse Métropole des interventions de la Ville pour son compte sont prévues en augmentation de 3,3 M€.

Le graphe ci-dessous retrace l'évolution de ces différents postes :



2 LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

En M€	BP 2018 retraité	BP 2019
Fournitures & prestations	129,5	129,9
Charges de personnel et frais assimilés	323,6	327,2
Subventions et charges exceptionnelles	80,2	80,0
Charges financières	2,5	2,3
TOTAL	535,8	539,4
Niveau maximum des DRF « contractuelles »	530,7	538,4
Ecart par rapport à la norme d'évolution	+ 5,1	+ 1,0

Le tableau ci-dessus présente les dépenses de fonctionnement par grand chapitre budgétaire à périmètre constant, à savoir en retraitant le BP 2018 des écritures liées au reversement des forfaits post stationnement à Toulouse Métropole.

A l'étape du budget primitif 2019 et **la Ville de Toulouse respecterait son engagement de maintenir la croissance de ses DRF en-deçà de 1,45 %**, compte tenu du retraitement des dépenses associées à l'organisation de l'accueil du Tour de France en 2019, comme le prévoit le dispositif

contractuel. En effet, les dépenses de fonctionnement du périmètre « contractuel » atteignent 539,4 M€ à l'étape du BP 2019 contre un seuil à ne pas dépasser de 538,4 M€, soit un écart de 1 M€ correspondant au montant budgété pour que Toulouse soit ville étape du Tour de France en 2019.

A / Les dépenses de personnel

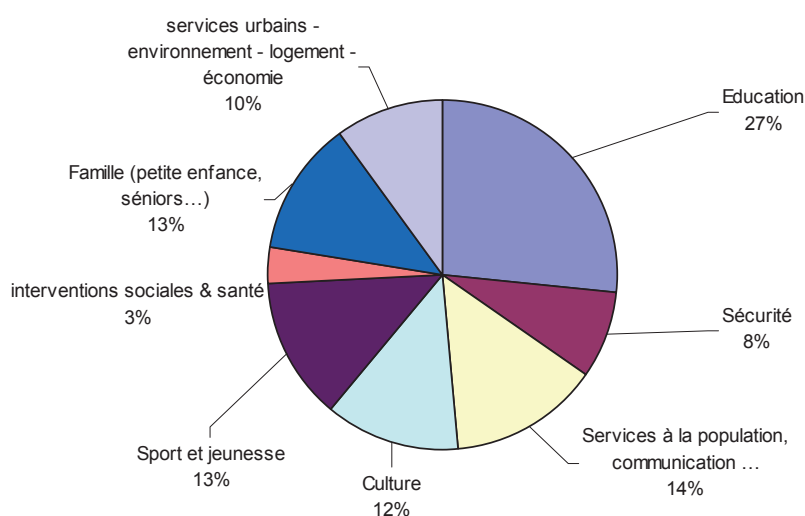
La **masse salariale totale** inscrite au budget 2019 s'élève à **327 M€**, en augmentation de 1,1 % (+3,6 M€) par rapport au BP 2018.

Les principaux postes qui expliquent cette évolution sont les suivants :

- le **Glissement Vieillesse Technicité** estimé à 1,7 M€ ;
- les **entrées nettes de personnels permanents** (solde des recrutements et départs prévisionnels) devant générer un coût supplémentaire de 3,7 M€ ;
- le **non remplacement partiel des départs à la retraite, la politique en matière d'agents temporaires et saisonniers** ainsi que la fin progressive du dispositif emplois d'avenir représentent une économie prévisible de 1,3 M€
- la baisse progressive des allocations chômage versées directement (associées au système d'auto assurance), évaluée à 0,5 M€ pour l'exercice 2019 ;

Le graphique ci-dessous représente la ventilation de la masse salariale par grands secteurs d'intervention :

Répartition de la masse salariale par grands secteurs d'intervention



B / Les fournitures et prestations

De BP à BP, conformément aux principes clés de la stratégie financière de la mandature ainsi qu'aux engagements pris dans le cadre de la contractualisation avec l'Etat, le niveau du poste de dépense des **fournitures et prestations** est **stable à 129,9 M€**.

Représentant près d'un quart (24%) des dépenses de fonctionnement, la maîtrise de ce poste est essentielle. Les directions poursuivent donc le travail de recherche d'économies et de pistes d'optimisation et de rationalisation, afin de garantir le maintien de l'équilibre budgétaire.

C / Les subventions et prestations

(en M€)	BP 2018	BP 2019	Variation
Centre Communal d'action sociale	18,1	18,3	1,2%
ex Régie des théâtres	0,9	0,9	0%
EPPC Beaux Arts-ISDAT	4,5	4,5	1%
Subventions de fonctionnement aux associations écoles et crèches	17,9	19,4	8%
Subventions de fonctionnement aux autres associations	23,2	22,6	-3%
Autres charges de gestion courante	12,1	12,6	3%
TOTAL	76,8	78,4	2,1%

Les **subventions et participations** sont en progression de 2,1 % à 78,4 M€.

Cette évolution intègre une progression de + 1,2 % de la subvention au Centre Communal d'Action Sociale justifiée par les mesures réglementaires en matière de masse salariale.

Les subventions versées aux associations périscolaires (CLAE) et aux crèches s'élèvent à 19,4 M€. Elles progressent de 8 % compte tenu de l'augmentation des effectifs dans les écoles et de l'augmentation de l'offre de places en crèches.

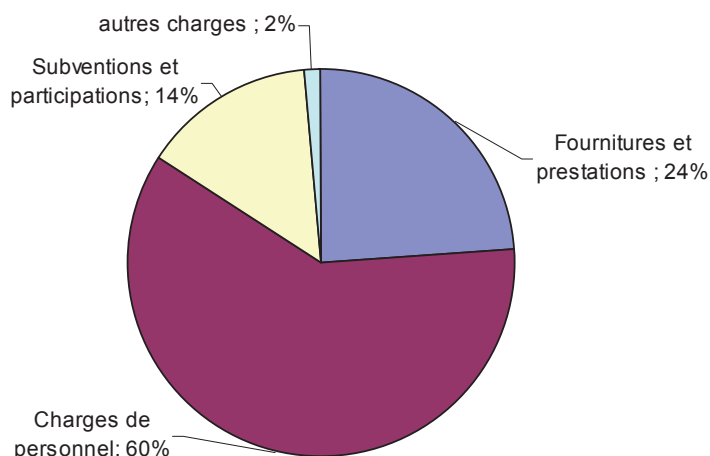
D / Les frais financiers

Les **frais financiers** inscrits au budget 2019 s'élèvent à **2,3 M€**, soit une légère diminution par rapport à l'alloué 2018. En effet le niveau du livret A, sur lequel s'appuient plus de 20 % de la dette de Toulouse, a été stabilisé à un bas niveau jusqu'à 2020. Les projections concernant les autres taux sont similaires à l'an dernier, avec une légère remontée

anticipée sur 2019. Le taux moyen anticipé pour l'exercice 2019 reste faible et s'élèverait à 1,5 %.

L'indicateur des charges financières sur les recettes réelles de fonctionnement s'élève à 0,35 % sur l'exercice 2019, ce qui démontre le faible poids du service de la dette dans le budget.

Répartition de la masse salariale par grands secteurs d'intervention



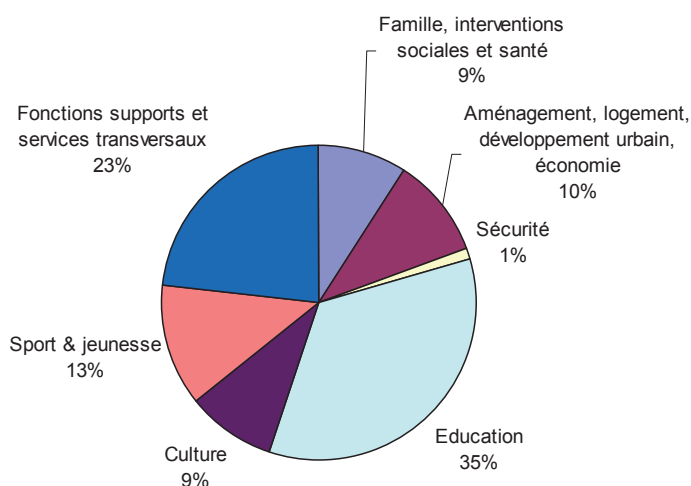
L'Investissement

1 LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les **dépenses réelles d'investissement en 2019**, hors dette et assimilées, s'élèvent à **176 M€**, en augmentation de 26 M€. Cette augmentation s'explique par les nombreux projets qui devraient être achevés sur l'exercice.

Répartition structurelle des dépenses d'investissement (en M€)	BP 2018	BP 2019
Immobilisations incorporelles	4	5
Subventions d'équipement versées	2	2
Immobilisations corporelles et en cours	142	166
Immobilisations financières	2	2
Total des dépenses d'investissement hors dette	149	176

La répartition des dépenses d'investissement par principales fonctions qui correspondent aux grandes politiques publiques est la suivante :



Parmi les principaux projets portés par le présent budget figurent :

L'éducation : 61 M€

Priorité n°1 des investissements, l'éducation représente 35 % des crédits inscrits au titre de 2019, dont :

- 13,8 M€ pour la rénovation du bâti scolaire ;
- 40,6 M€ pour les extensions et constructions de nouveaux groupes scolaires dont Mailhos-Malepère, Benezet, Grand Selve, Lapujade, Cuvier, Bordeblanche, Jean Zay, Falcucci, Patte d'Oie ainsi que le groupe scolaire et centre petite enfance de la Cartoucherie ;
- 3,5 M€ pour les groupes scolaires provisoires Dortis et Saint Simon ;
- 2 M€ d'acquisitions foncières.

Le sport et la jeunesse : 22 M€

Parmi les principaux projets sportifs, on peut citer :

- le stade Faucher pour 1,2 M€ ;
- le programme de rénovation des terrains synthétiques pour 1 M€ ;
- le plan piscines pour 6,8 M€ dont les piscines Alban Minville, Bellevue, Toulouse Lautrec, Chapou et Pech David.

Au titre de la jeunesse sont inscrits 4 M€ pour le centre d'animation et maison de la citoyenneté Reynerie, ainsi que 0,9 M€ pour le lieu Accueil jeunes, rue Ernest Renan.

La culture : 16 M€

Sont notamment prévus sous ce timbre :

- 2,7 M€ pour le Castelet ;
- 2,3 M€ pour la restauration de la Basilique de la Daurade ;
- 1,2 M€ pour les acquisitions documentaires du réseau de médiathèques / bibliothèques ;
- 1,8 M€ pour la restauration de La Grave.

Les interventions sociales et santé et la famille : 16 M€

Parmi les principaux projets, l'accessibilité des bâtiments (nouvel agenda d'accessibilité programmé et Musée des Augustins) représente un montant total de 7,5 M€ d'investissement.

Sont également prévus sous cet item :

- 1,8 M€ pour la création du multi accueil des sept deniers ;
- 1 M€ pour la mise en œuvre du plan particulier de mise en sécurité des crèches ;
- 0,8 M€ pour la création de l'espace seniors Sénéchal.

Les fonctions supports et services transversaux : 41 M€

On retrouve principalement sous ce secteur :

- l'entretien courant et la rénovation des bâtiments pour 9 M€ ;
- les dépenses relatives au système d'information pour 5,5 M€,
- le renouvellement et les acquisitions de véhicules pour 1 M€,
- le schéma directeur du patrimoine immobilier pour 6 M€
- l'acquisition du Batiment Borderouge pour 14,1 M€, qui hébergera les services liés à l'éducation et l'enfance aujourd'hui à Compans et dont la cession est parallèlement inscrite en recette.

L'aménagement et le développement urbain : 18 M€

Sont notamment regroupés dans ce chapitre :

- l'embellissement des digues Saget et Cours Dillon pour 1,6 M€ ;
- le programme d'entretien et de rénovation de l'éclairage public pour 2,7 M€ ;
- l'entretien et le développement des espaces verts pour 3,1 M€ ;
- l'aménagement du jardin de La Salade pour 1 M€ ;
- la poursuite de la dépollution de la zone est de la Cartoucherie pour 1 M€ ;
- l'achèvement de la rénovation du marché Victor Hugo pour 1 M€.

La sécurité : 2 M€

Sont prévus sous ce secteur :

- la poursuite du déploiement de la vidéosurveillance et de la maintenance du parc de caméras pour 0,7 M€ ;
- la construction d'un Stand de tir municipal pour 0,5 M€.

■ LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS 2015-2020

A l'issue du budget 2019, la **programmation des investissements** sur le mandat s'élève à 793 M€, en augmentation de 30 M€ par rapport au BP 2018. Le tableau et le graphe ci-dessous retracent sa répartition par grande politique

Education	226 M€
Cadre de vie*	105 M€
Modernisation action municipale**	111 M€
Sports	78 M€
Solidarité et citoyenneté***	71 M€
Culture	71 M€
Contrat de ville et renouvellement urbain	36 M€
Schéma directeur	51 M€
Petite enfance	31 M€
Sécurité	14 M€
TOTAL	793 M€

* le cadre de vie regroupe les projets relatifs à l'éclairage public, aux jardins et espaces verts, aux marchés, aux déplacements et aux opérations d'aménagement

** la modernisation de l'action municipale regroupe les projets relatifs aux fonctions supports de la collectivité tels que l'entretien et la rénovation des bâtiments, la modernisation des systèmes informatiques, l'acquisition et renouvellement des véhicules

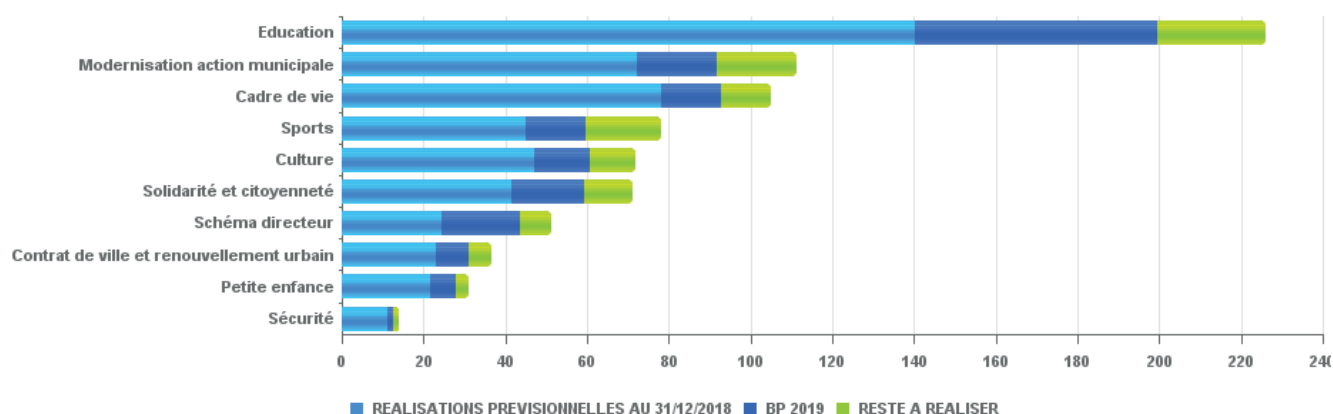
*** la solidarité et citoyenneté regroupe les projets relatifs à la cohésion sociale, les activités pour la jeunesse, l'animation socioculturelle, ainsi que la démocratie locale

L'éducation, avec 226 M€ soit près de 30% de la PPI, est le secteur priorisé conformément aux engagements du programme municipal. Il intègre les prévisions d'ouverture de 10 nouveaux groupes scolaires, la poursuite du plan de rénovation du bâti scolaire ainsi que le développement du numérique dans les écoles.

Parmi les principales variations ou opérations ajoutées depuis la mise à jour du BP 2018, on peut notamment citer l'actualisation du schéma directeur immobilier, intégrant l'acquisition du bâtiment rue des pénitents blancs et la poursuite de l'acquisition du bâtiment rue Delpech (17 M€), le plan particulier de mise en sécurité des crèches (2 M€), ainsi que l'ajustement du schéma directeur numérique à (+4 M€);

Le graphique ci-dessous retrace l'état d'avancement prévisionnel de la PPI à la fin 2019.

Etat d'avancement de la PPI selon les différents axes



2 LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Autofinancement (épargne nette)	41 M€
Recettes d'investissement, dont :	54 M€
FCTVA	13 M€
Subventions	15 M€
Cessions	25 M€
Autres recettes	2 M€
Emprunt d'équilibre	81 M€
TOTAL	176 M€

A / L'autofinancement

L'épargne brute, correspondant à l'excédent dégagé de la section de fonctionnement (solde entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de

fonctionnement et les frais financiers), atteindra 50,4 M€ en 2019. Diminuée du remboursement du capital de la dette de 9,5 M€, l'**épargne nette** est de **40,9 M€**.

B / Les recettes d'investissement

Les recettes réelles d'investissement, qui correspondent à l'ensemble des recettes affectées au financement de l'investissement, s'élèveront à 54 M€ en 2019 et se répartiront de la manière suivante :

• Le FCTVA : 13 M€

Ce montant est la traduction du niveau des investissements constatés sur l'exercice de référence, l'inscription est prudente pour tenir compte du délai de traitement et de versement.

• Les subventions : 15 M€

Sont notamment prévus pour la première année :

- 7,5 M€ au titre du reversement par Toulouse Métropole d'une partie de la taxe d'aménagement majorée pour permettre le financement d'équipements de superstructure de compétence communale conformément aux délibérations prises lors de la création des secteurs concernés ;
- 5 M€ au titre de l'accord de partenariat avec le département de la Haute Garonne répartis en 3,5 M€ pour les groupes

scolaires, 1 M€ pour les équipements sportifs et 0,5 M€ pour les équipements de petite enfance ;

- 0,6 M€ de l'ANRU pour le groupe scolaire Simone Veil Reynerie et le centre d'animation et maison de la citoyenneté Reynerie ;
- 0,7 M€ au titre du plan silencio dans les écoles (réduction des nuisances sonores liées à l'aéroport Toulouse Blagnac).

• Les cessions d'immobilisations : 25 M€

Parmi les principales d'entre elles, on peut citer la vente des bâtiments rue Croix Baragnon pour 7 M€ ainsi que le bâtiment Compans dans le cadre du déménagement à

Borderouge pour 11,8 M€.

• Les autres recettes d'investissement : 2 M€

Elles correspondent essentiellement aux remboursements des différents dispositifs d'aide au logement sous forme de

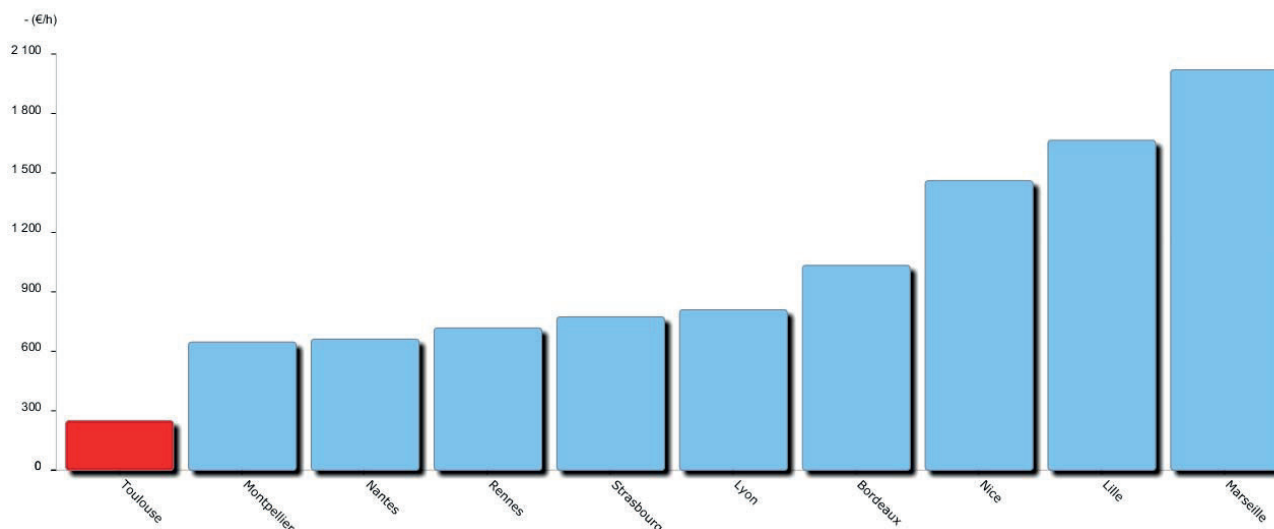
prêts mis en place par la Ville de Toulouse tels que le prêt à taux zéro.

C / L'emprunt

Le besoin de financement restant, qui correspond à l'**emprunt d'équilibre**, s'élève en 2019 à **81 M€** environ.

L'endettement

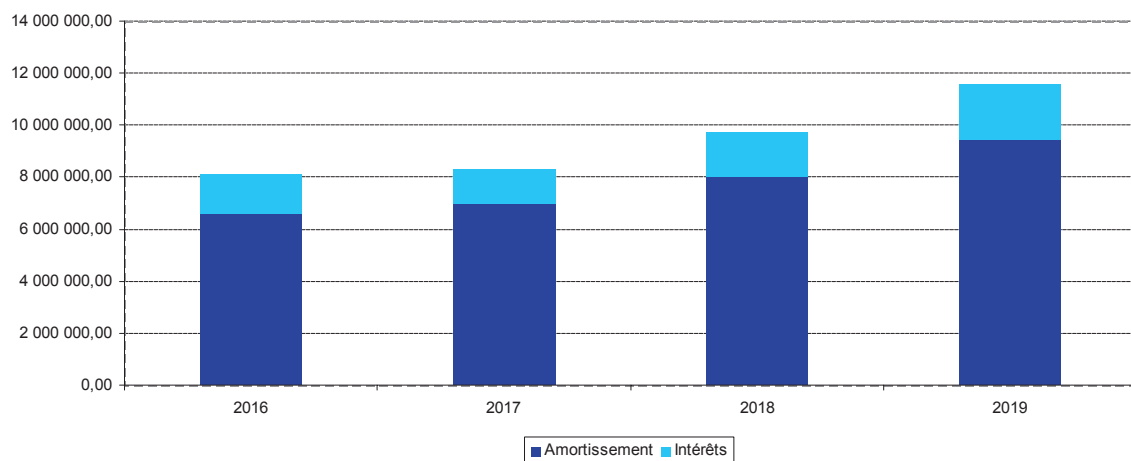
Le **stock de dette**, projeté au 31 décembre 2019, devrait atteindre **141,4 M€**. Les dernières données disponibles, au 31/12/2017, révèlent que celui-ci s'avère modeste par rapport aux villes de la même strate.



Cet encours majoritairement à taux fixe ne comporte pas d'emprunts structurés, et se partage entre 9 prêteurs.

L'**annuité de dette estimée** de la collectivité serait d'environ **11,6 M€** pour l'exercice 2019, en légère augmentation du fait de la progression de l'encours, malgré des taux d'intérêt toujours très bas.

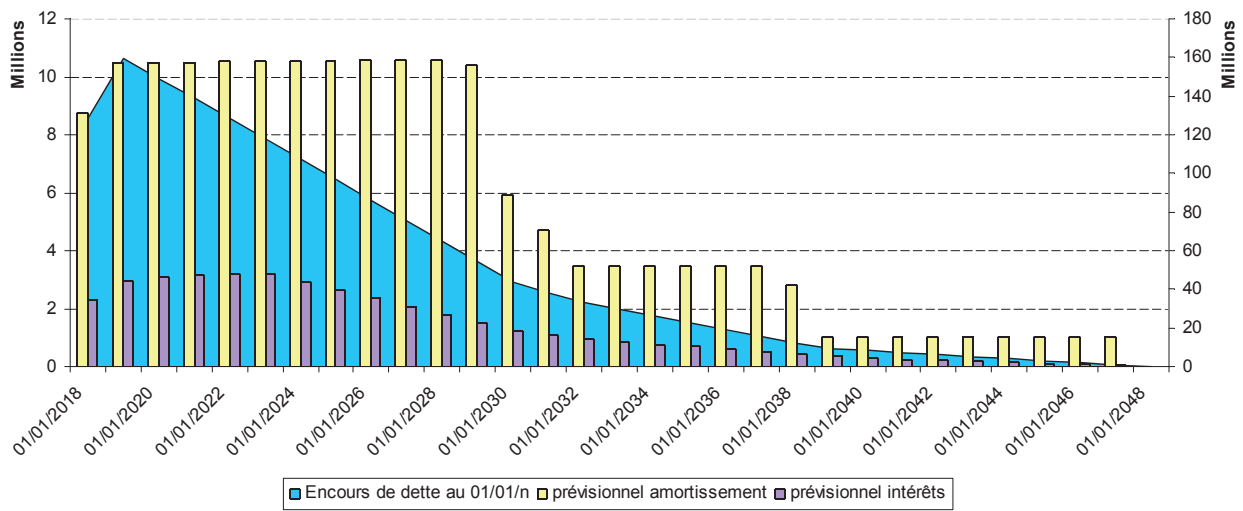
Evolution des annuités de la Ville de Toulouse



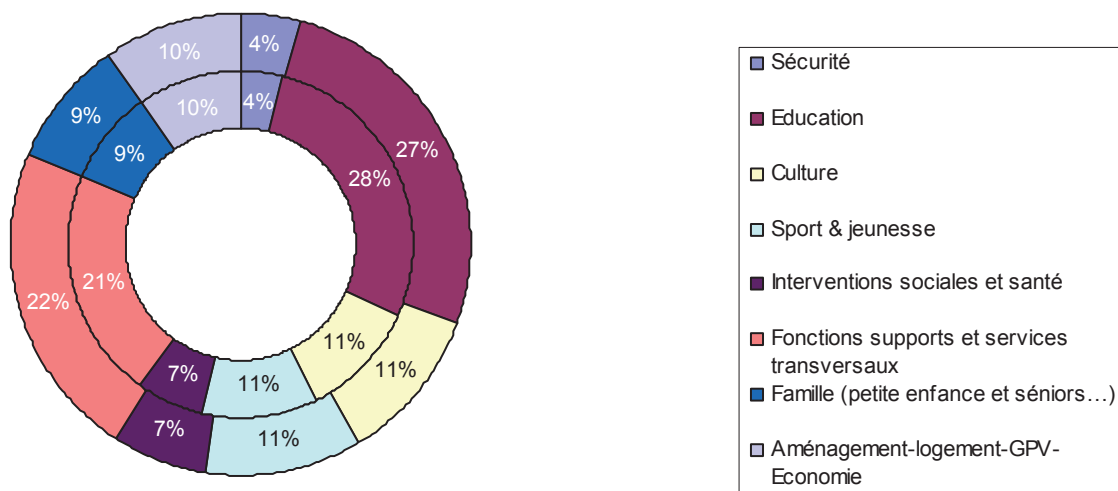
La situation d'endettement de la collectivité est très saine avec une **capacité de désendettement** projetée à **2,7 ans**, soit bien en deçà du seuil d'alerte estimé à 12 ans, et alors que la moyenne pour les communes de plus de 100 000 habitants était en 2017 de 7,6 ans.

L'extinction de l'encours de dette, tenant compte des nouveaux emprunts 2019, révèle des annuités en paliers, indicateurs d'une dette jeune, qui a été contractée sur des durées différentes.

Profil d'extinction de la dette



La présentation du budget 2019 global par grande politique publique



Le graphique ci-dessus représente la répartition des dépenses de fonctionnement (y compris la masse salariale) et d'investissement réelles par grand secteur d'activité. Il compare le BP 2019 à l'extérieur avec le BP 2018 au centre.

	2018 retraité	2019	Variation en M€	Variation en %
Services généraux *	150	163	13	8,5%
Sécurité	27	30	3	9,9%
Education	195	194	-1	-0,8%
Culture	78	79	1	0,7%
Sport & jeunesse	77	80	3	4,1%
Interventions sociales et santé	46	49	3	6,8%
Famille (petite enfance et séniors...)	61	65	4	5,8%
Aménagement-logement-GPV-Economie	69	70	1	2,0%
TOTAL	703	729	26	3,7%

* Les services généraux globalisent les fonctions support de la collectivité (la direction générale, les ressources humaines, les finances, les assemblées, les marchés publics, l'informatique, les bâtiments administratifs, la mission sûreté sécurité...) mais également un certain nombre de services particuliers (l'état civil, les relations internationales et européennes, la communication, les élections...)

The background image is a low-angle, upward-looking shot of the interior of a large, ornate cathedral. The ceiling is a complex series of vaults, painted in shades of blue and gold, with intricate patterns and star-like motifs. The walls and columns are made of light-colored stone or marble, featuring elaborate carvings and decorative elements. Sunlight streams in from several arched windows, creating a warm, golden glow and casting long, dramatic shadows across the floor and walls. The overall atmosphere is one of grandeur and historical significance.

Toulouse ville créative

- P.24 Action Internationale et Européenne
- P.25 Soutien aux acteurs culturels locaux
- P.26 Lecture publique
- P.27 Patrimoine et musées
- P.28 Musique et spectacle vivant
- P.29 Communication externe

Chiffres clés

22 projets associatifs soutenus dont :
10 portants sur l'Action Internationale,
7 sur la Loi Oudin d'Octobre 2018,
2 sur l'eau et assainissement dans le cadre de la Coopération Toulouse / St Louis et Toulouse / Ramallah.

BUDGET 2019

Dépenses de fonctionnement :
0,4 M€

Recettes de fonctionnement :
0,1 M€

Le contexte

- Une nouvelle programmation financière européenne **2021-2027** après une réforme territoriale des métropoles et une densification démographique en milieu urbain (Agenda urbain)
- Des sollicitations de solidarité internationale et d'urgence plus nombreuses
- Une action internationale des villes qui se développe au niveau des accords de coopération et des jumelages au travers des partenariats et des thématiques transversales.

Les objectifs pour l'année 2019

- Influencer la programmation financière 2021-2027 en faveur de l'urbain auprès de l'Europe et de l'État français pour les fonds de cohésion,
- Concentrer la coopération autour de villes partenaires prioritaires dans le cadre d'un réalisme budgétaire et d'échanges équilibrés <http://www.toulouse.fr/>
- Poursuivre le développement de la culture européenne et internationale par la diffusion d'information, à travers l'organisation d'événements à dimension citoyenne (ex: semaine de l'Europe), d'expositions,
- Veiller à l'impact et aux retours des actions et des engagements,
- Développer les financements extérieurs : État, Région, Département, Union Européenne,
- Privilégier les opérations partenariales : universités, CHU, acteurs économiques, aéroport,
- Asseoir la Mairie et la Métropole comme acteur de la solidarité et de l'humanitaire.

VOLET RAYONNEMENT INTERNATIONAL

- Communication autour du Centenaire de l'Aéropostale et de l'inauguration de l'Envol des Pionniers.
- Organisation des Assises France Vietnam les 1^{er} et 2 avril 2018 à Toulouse
- Poursuite de la mise en œuvre du dispositif loi Oudin et d'actions de solidarité internationale stratégiques et déploiement de projets (Ramallah et Hanoi)

VOLET EUROPEEN

- Participation accrue à des projets européens et déploiement du projet Values avec Eurocités sur le partage de bonnes pratiques en matière d'intégration des migrants, notamment dans les haltes-garderies municipales.
- Présence renforcée dans les réseaux européens : Eurocities, AFCCRE, France Urbaine, ECCAR

VOLET CONTRACTUALISATION

- Mise en œuvre et suivi du contrat territorial 2018-2021 avec la région Occitanie

Chiffres clés

582 demandes de subventions culturelles

375 associations ou structures culturelles subventionnées

203 parcours culturels proposés à 15 000 élèves des écoles de la Mairie

BUDGET 2019

Dépenses de fonctionnement : **7 M€** (de subventions)

Dépenses en investissement : **0,1 M€**

Le contexte

La Mairie de Toulouse et Toulouse Métropole ont écrit des perspectives culturelles 2017-2020, rattachées aux ressources et spécificités du territoire, poursuivant l'ambition d'une collectivité culturelle, innovante, créative et inclusive.

Cette ambition se traduit par un projet culturel autour de trois enjeux : l'art, le savoir et le territoire comme espace culturel visant à :

- Valoriser le foisonnement artistique par un soutien à l'émergence et à l'innovation,
- Faciliter l'ouverture à la connaissance et aux partages des savoirs,
- Promouvoir l'attractivité Toulousaine autour de son patrimoine historique et du développement d'un tourisme culturel et scientifique,
- Soutenir l'économie créative et la structuration des filières artistiques,
- Favoriser la circulation des œuvres et des artistes à l'échelle nationale et internationale.

Les objectifs pour l'année 2019

La Mairie de Toulouse poursuit son accompagnement auprès des acteurs culturels, par un soutien à la professionnalisation et à la mutualisation des moyens des opérateurs. Des dispositifs d'expérimentation et d'innovation culturelle sont engagés sur les quartiers prioritaires de la politique de la Ville, en matière d'éducation artistique et culturelle avec le « Passeport pour l'art » et autour de la mobilité internationale des compagnies en partenariat avec l'Institut Français. Ce qui permet ainsi la valorisation de la pluralité culturelle, l'élargissement des publics ainsi que le rayonnement international.

Des événements fédérateurs :

2019 sera marquée par la deuxième édition du festival de Street-art « Rose Béton » vitrine internationale des cultures émergentes et urbaines ainsi que par la valorisation d'une saison « des festivals de cinéma » illustrant la diversité de l'offre cinématographique locale.

La « Saison photo » sera développée dans un objectif de rayonnement régional et national.

En matière d'expérimentation et d'innovation culturelle au service des quartiers prioritaires, une action de valorisation du site archéologique de Niel en lien avec le quartier d'Empalot sera conduite ainsi que la mise en œuvre opérationnelle de la Charte Culture / Politique de la Ville.

Chiffres clés

21 médiathèques et bibliothèques

1 bibliothèque nomade

69 733 abonnés en 2017

1 943 000 visiteurs

3,5 millions de prêts de documents

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :

15,7 M€

Dépenses de fonctionnement :

0,9 M€

Dépenses en investissement :

2,7 M€ soit :

1,5 M€ pour les travaux

d'équipements de lecture publique
dont le réaménagement du hall
médiathèque José Cabanis

1,2 M€ pour l'acquisition de
fonds documentaires.

Recettes de fonctionnement :

0,4 M€

Le contexte

La Bibliothèque de Toulouse poursuit sa politique d'accès à la culture, à l'information et aux loisirs pour le plus grand nombre en proposant : prêts de documents, services en ligne, services in situ dans les bibliothèques et animations diverses.

RÉTROSPECTIVE 2018 :

La labellisation de la Bibliothèque de Toulouse en tant que « **Bibliothèque Numérique de Référence** » par le Ministère de la Culture,

Réouverture de la médiathèque St Cyprien après un chantier d'envergure pour la mise en accessibilité,

Accent mis sur la médiation avec la mise en place d'ateliers de conversation,

Proposition d'une exposition « **Toulouse Renaissance – quand la peinture était dans les livres** » en lien avec le musée des Augustins,

Participation à la **Nuit de la Lecture**.

Les objectifs pour l'année 2019

PROMOUVOIR LA PRÉSENCE DU LIVRE DANS L'ESPACE PUBLIC

La Bibliothèque de Toulouse rénovera en 2019 le hall d'entrée de la médiathèque José Cabanis avec l'installation d'un café, l'automatisation des retours et l'amélioration du confort d'accueil.

La bibliothèque numérique du patrimoine Rosalis va être migrée dans un environnement Gallica en lien avec la Bibliothèque Nationale de France afin de lui conférer une plus grande stabilité technique et une meilleure visibilité.

La bibliothèque nomade remplacera un de ses bus devenu vétuste par deux nouveaux bibliobus de nouvelle génération, plus légers, maniables et modulables afin de mieux répondre à la demande des usagers et aux besoins du territoire.

Enfin, la Bibliothèque de Toulouse poursuivra le déploiement des services numériques dans le cadre de la labellisation « Bibliothèque Numérique de Référence ».

Chiffres clés

Direction des Musées :

1 nouvelle Direction des Musées créée le 9 mars 2018

5 musées municipaux :

Musée des Augustins,
Musée Saint-Raymond,
Musée Paul Dupuy, Musée
Georges Labit, MATOU

4 monuments :

Basilique Saint Sernin,
Amphithéâtre romain de
Purpan, Auditorium de
Saint Pierre des Cuisines,
Monument de la Résistance.

1 Centre d'Art Nomade

1 projet de développement
du Castelet de l'ancienne
prison Saint-Michel

Fréquentation 2017 :

290 816 visiteurs dans tous
les musées municipaux

14 018 visiteurs pour
l'exposition « Rituels Grecs »

82 532 visiteurs pour
l'exposition « Renaissance »

11 866 visiteurs pour le
Nuit des Musées dans les
musées municipaux

Couvent des Jacobins :

Fréquentation 2017 :

369 158 personnes ont franchi
le seuil de l'église et **148 815**
personnes sont entrées dans le
cloître

9 869 Visiteurs Journées
du Patrimoine 2018

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :

11,1 M€

Dépenses de fonctionnement :

**3,9 M€ (dont 2 M€ de
subventions aux abattoirs)**

Recettes de fonctionnement :

1,1 M€

Dépenses d'investissement :

6 M€

Le contexte

DIRECTION DES MUSÉES :

L'année 2018 restera celle de la mise en place de la Direction des Musées. Cette nouvelle Direction regroupe les 4 musées de la Mairie de Toulouse labellisés Musées de France par le Ministère de la Culture : Musée Saint Raymond, Musée des Augustins, Musée Paul Dupuy et Musée Georges Labit. S'ajoute le Musée de l'Affiche (MATOU) qui ne bénéficie pas de ce label. Ces 5 établissements relevant du domaine traditionnel des « beaux-arts » et « archéologie » conservent des collections riches de près 300 000 œuvres ou de spécimens, avec dans chaque établissement des collections phares qui les placent au rang international.

Cette mise en commun des moyens vise à optimiser l'ensemble des ressources, tant financières, humaines que techniques.

COUVENT DES JACOBINS :

Une fréquentation en hausse grâce aux propositions culturelles innovantes qu'offre le couvent des Jacobins. L'année a été marquée par le succès du parcours immersif « Chemins de Compostelle : Jouez le rôle d'un pèlerin au Moyen Age » qui a attiré près de 45 000 personnes, 3360 d'entre eux ont bénéficié d'une visite théâtralisée.

Les objectifs pour l'année 2019

DIRECTION DES MUSÉES :

2019 sera marquée par 2 chantiers : le musée Paul Dupuy fera l'objet de travaux de mise en conformité et d'accessibilité, le Musée des Augustins poursuivra la rénovation des verrières et assurera son accessibilité.

Le Musée Saint-Raymond ouvrira sa nouvelle exposition « *Age of classics ! L'Antiquité dans la culture pop* » qui accueillera des œuvres d'artistes contemporains (Jeff Koons, Pierre&Gilles...).

Le Centre d'Art Nomade mettra en valeur l'artiste Lionel Sabatié en exposant ses sculptures au jardin des plantes ainsi que ses dessins au Monument à la Gloire de la Résistance.

Les grilles du Musée Georges Labit permettront d'exposer des photos grandeur nature des temples d'Angkor au Cambodge du photographe Jacques Serpienski.

COUVENT DES JACOBINS :

Fort du succès du spectacle des *Fabuleuses Histoires au Pied du Palmier* par la compagnie *La Fabrique des Petites Utopies*, le couvent des Jacobins a décidé de pérenniser trois de ses contes en imaginant une forme audio à écouter dans des chaises longues.

A l'occasion des 40 ans de Piano aux Jacobins, le chorégraphe toulousain Aurélien Bory proposera une installation originale : deux pianos installés sur une structure tournante joueront en contretemps à la manière de la chorégraphie Fase de Keersmaeker.

A l'automne, le couvent des Jacobins accueillera la rétrospective des 3 années d'exposition de la Résidence 1 + 2 Toulouse « photographie et sciences ».

Chiffres clés

Direction des Musiques

- Fréquentation Metronum :
30 000 personnes accueillies
sur la saison 2017-2018

- Fréquentation Rio Loco :
115 000 personnes ont assisté
aux différentes manifestations
organisées dans différents lieux
(Jardins du Museum à Borderouge,
Musée des Abattoirs, les
bibliothèques, les barrio loco et
centres culturels, les expositions,
le Metronum) dont **47 945** à
la prairie des Filtres pendant le
festival du 14 au 17 juin 2018.

Conservatoire

2128 élèves inscrits en
enseignement artistique

27 383 spectateurs pour 198
manifestations (concerts,
auditions, spectacles)

Théâtre Jules Julien

748 participants à la
formation théâtre (2017)

7 301 spectateurs (2017)

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :
11,8 M€

Dépenses de fonctionnement :
3 M€

Recettes de fonctionnement :
1,7 M€

Dépenses d'investissement :
0,2 M€

Le contexte

DIRECTION DES MUSIQUES

Le Metronum a fêté son quatrième anniversaire avec une fréquentation élevée (30 000 personnes accueillies, 100 concerts avec 200 artistes ou groupes). La Mairie a reçu une vingtaine de résidences d'artistes et développé des partenariats avec le Muséum d'Histoire Naturelle de Toulouse, Toulouse d'Été, la saison Bleue, les Francfolies de la Rochelle et le magazine Clutch.

Le cycle "Carte Blanche A" a permis à un artiste autre que musicien de s'investir dans la programmation d'une soirée au Metronum.

Le Festival Rio Loco a proposé un carnet de route des Musiques du Monde d'aujourd'hui.

Pour sa 15^{ème} édition, le Festival Toulouse d'Été 2018 a présenté plusieurs concerts dont un exceptionnel à la prairie des Filtres. En parallèle, trois spectacles gratuits ont eu lieu : à l'Espace Job, à la médiathèque José Cabanis et au Metronum. La Ville mène aussi des actions de sensibilisation en milieu carcéral, au CHU et en maisons de retraite.

Au total, 40 000 personnes ont été touchées par ces manifestations.

La Saison Bleue s'est produite à l'Auditorium des Abattoirs, l'Auditorium de Saint Pierre des Cuisines, la Chapelle des Carmélites, l'espace Job et le Metronum. Le récital de Nathalie Dessay a eu lieu au Théâtre du Capitole.

CONSERVATOIRE

Parallèlement à l'enseignement artistique qu'il délivre à plus de 2000 élèves en musique, danse et théâtre, le Conservatoire à Rayonnement Régional est allé en 2018 à la rencontre de nouveaux publics en développant son dispositif Play Music.

Il participe activement par ses divers ensembles à la diffusion de la musique sur le territoire métropolitain.

Les objectifs pour l'année 2019

DIRECTION DES MUSIQUES

L'offre du Metronum se confirmera avec le fonctionnement des studios de répétition ainsi que l'accueil des Chantiers des Francfolies.

L'édition 2019 du festival Rio Loco sera consacrée et dédiée aux "Musiciennes du Monde".

Le second opus de la Saison Bleue sera accueilli au Metronum pour le jazz et aux deux auditoriums, celui des Abattoirs et celui de Saint Pierre des Cuisines pour le classique avec un partenariat resserré avec ProQuartet concernant les concerts de musique de chambre.

La Saison Bleue proposera une vingtaine de concerts

CONSERVATOIRE

En 2019, le Conservatoire élargira son rayonnement par l'organisation d'événements à portée régionale, nationale et européenne : rencontres et concours des anches simples, festival collaboratif autour de la percussion, congrès des professeurs de formation musicale, journées du saxophone baryton.

Chiffres clés

9 magazines *A Toulouse*
tirés à 300 000 exemplaires
chacun du n° 52 au n° 60.

Connexions au site « *toulouse.fr* »
sur 10 mois :

8 000 000 pages vues
et 2,1M de visiteurs.

130 000 personnes suivent
Toulouse sur Facebook, **200 000** sur
Twitter et **45 000** sur Instagram

7 000 abonnés à la
newsletter toulouse.fr

694 panneaux d'information/
communication chantiers,
produits et/ou supervisés.

48 campagnes de communication

10 expositions produites

1 000 reportages photos

62 vidéos produites de
janvier à juillet

94 marchés publics gérés

BUDGET 2019

Masse salariale 2018:

3,4 M€

Dépenses de fonctionnement :

6,5 M€

Dépenses d'investissement :

0,3 M€

Le contexte

Le service public de la communication externe vise à informer les Toulousains et à faciliter leurs démarches au quotidien. Son autre mission consiste à faire connaître les actions mises en place et mettre en lumière les grands projets votés par l'équipe municipale aux moyens de supports divers : affichage, journaux d'information, médias digitaux, reportages vidéo, expositions sur l'espace public ou lors de salons thématiques... En outre, la Direction de la communication veille à ce que les riverains soient informés des manifestations et/ou de la teneur des chantiers qui les impactent.

Les objectifs pour l'année 2019

Le magazine *A Toulouse* a connu une transformation significative en 2017 en proposant une nouvelle ligne éditoriale et nouveau format. Sa parution est désormais mensuelle. Il est conçu en complémentarité plus étroite avec le site toulouse.fr. Un agenda culturel est disponible depuis 2017 sur *toulouse.fr* ; il offre progressivement l'accès à de nouvelles thématiques, une application mobile « culture » sera prochainement proposée aux Toulousains.

En 2019, des opérations de communication valoriseront les services au public : nouvelles écoles, optimisation de la collecte des déchets, création d'espaces verts, sécurisation des espaces publics, mise en accessibilité des équipements, offre de nouveaux services aux seniors, plan lumière, plan piscine, embellissement du patrimoine, plan Moustiques tigres ...

Les transformations urbaines de Toulouse seront mises en valeur, tant sur l'espace public - panneaux de communication chantier ou réseau d'affichage - qu'au plus près de habitants - diffusion de magazines, de flyers.

Riche en événements, l'année 2019 sera marquée par de nombreux rendez-vous tels que le Tour de France en juillet, la deuxième édition du festival culturel *Rose Béton* ou encore la réalisation d'une exposition autour de l'immigration maghrébine à Toulouse.

Toulouse ville responsable

PARTIE 1 :

Organisation du territoire communal

- P.32** Stationnement, déplacements, mobilité
- P.33** Marchés et occupation du domaine public
- P.34** Eclairage Public
- P.35** Opérations d'aménagement
- P.36** Espaces verts



STATIONNEMENT, DEPLACEMENTS, MOBILITE

Chiffres clés

970 horodateurs

En centre ville :

8 300 places, dont **6 985** payantes sur les 20 quartiers proposant une tarification préférentielle pour les résidents

Hors centre ville :

16 quartiers résidents :
5 646 places payantes avec tarification préférentielle pour les résidents

297 places payantes en ceinture centre ville

1 234 places payantes sur les axes commerçants des faubourgs

982 places en zone bleue (**14** zones bleues)

7 900 abonnés résidents au 31/10/18 sur l'ensemble du secteur réglementé, **600** véhicules professionnels de l'urgence et de maintenance à domicile pour 280 abonnés.

VélôToulouse

283 stations

2600 vélos

31 600 abonnés dont 22 200 sur carte Pastel

4,4 millions de locations en 2017

BUDGET 2019

Masse salariale 2018:

0,85 M€

Dépenses de fonctionnement :

7,8 M€

Dépenses d'investissement :

0,7 M€

Recettes de fonctionnement :

10,4 M€

Le contexte

Le stationnement est un des principaux leviers de régulation des déplacements en voiture particulière et de partage de l'espace public. Développé avec une tarification préférentielle pour les résidents, le stationnement payant s'étend à présent sur 36 quartiers.

Le plan de modernisation du service public du stationnement s'est poursuivi dans le contexte de mise en œuvre de la réforme nationale de décentralisation du stationnement payant sur voirie, entrée en vigueur le 1er janvier 2018. Depuis, les villes disposent de toutes les compétences pour mettre en œuvre un véritable service public de stationnement : mise en place d'un Forfait Post Stationnement (FPS), ouverture d'une application de paiement du stationnement par téléphonie mobile et lancement du e-ticket.

L'extension du Plan Local de Stationnement s'est poursuivie avec :

- la mise en œuvre du stationnement résident dans les quartiers Minimes, Caillou gris, Estèbe, Ravelin, Bourrassol
- la mise en œuvre du stationnement payant avec un temps gratuit sur les axes commerçants Croix de Pierre, avenue des Minimes, Place du Ravelin et rue Villeneuve afin de dynamiser l'activité commerciale et faciliter l'accès aux équipements de proximité
- la création d'une zone bleue sur le cœur de quartier place Micoulaud-Trois Cocus

Les objectifs pour l'année 2019

Suite aux études et à la concertation réalisée en 2018, la mise en œuvre du stationnement résidents sur le quartier Guilheméry et Port Saint Etienne est projetée pour février 2019. La concertation initiée en 2018 pour la mise en place du stationnement résidents quartiers Arago et Matabiau sera poursuivie via un questionnaire afin de décider si cette action sera ou non réalisée en 2019. Une nouvelle phase de concertation sera engagée sur les quartiers Raisins-Negreneys pour proposer la mise en place du stationnement résident en 2019.

Une nouvelle zone bleue est également projetée sur le cœur de quartier Gonin.

Une évaluation de la réforme nationale de la dépenalisation-décentralisation du stationnement payant de surface sera lancée et le projet de dématérialisation des supports de stationnement pour les abonnés au stationnement résidents sera engagé.

MARCHÉS ET OCCUPATIONS DU DOMAINE PUBLIC

Chiffres clés

3 halles couvertes (156 commerçants)

63 jours de marchés de plein-vent (995 commerçants fixes et 1827 volants – 45 sites)

13 kiosques (presse, alimentaire, fleurs...)

16 emplacements (ambulants) exerçant au Stadium (8), à Ernest-Wallon (5) et au Zénith (3)

50 emplacements pour camions de restauration rapide et **5** vendeurs de marrons lors des fêtes de fin d'année

3 emplacements fixes pour triporteurs (square de Gaulle/ rue Alsace Lorraine)

250 taxis

879 terrasses

1 453 chantiers privés

268 éléments mobiles

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :

2,5 M€

Dépenses de fonctionnement :

0,3 M€

Dépenses d'investissement :

1,1 M€

Recettes de fonctionnement :

4,4 M€

Le contexte

La direction est en charge de la gestion des occupations commerciales du domaine public et veille à l'équilibre entre dynamisme commercial, qualité de vie des usagers et rationalisation budgétaire. En 2018, la mise en œuvre de la réglementation relative à l'occupation du domaine public par les terrasses s'est poursuivie sur la base des nouveaux critères d'attribution. De plus, dans un contexte de réhabilitation du marché Victor Hugo, le calcul des coûts du service public pour un retour à l'équilibre du SPIC a été affiné. En outre, dans le cadre de l'Ordonnance du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, la direction a lancé des appels à projets pour des autorisations pluriannuelles d'occupation commerciale du domaine public (guinguette, ambulants, marrons chauds, journaux gratuits, triporteurs).

Concernant les marchés de plein-vent, l'année 2018 a connu la création de deux marchés de plein-vent supplémentaires (l'Hers et Ponts-Jumeaux), avec une rationalisation et une réorganisation du temps de travail des placiers en place depuis 2017. La révision de la réglementation afférente à ces marchés est également en cours.

Les objectifs pour l'année 2019

La direction mettra en œuvre des projets prévus à la convention d'objectifs passée avec la Direction Générale des Services.

Il s'agit de maîtriser la surface totale de l'occupation du domaine public pour les terrasses.

Il convient aussi de préparer la réactualisation des redevances en se fondant sur la valorisation des occupations privatives du domaine public, de préparer et mettre en œuvre, le cas échéant, le déplacement de la Fête Saint-Michel et des caravanes d'habitation, et de structurer un nouveau modèle économique de gestion des marchés couverts avec l'objectif d'équilibre financier de ce service public à vocation commerciale.

En parallèle, il s'agit de préparer, sur la base de relevés de terrain actualisés, la mise en œuvre de la simplification du recueil des tarifs des marchés de plein-vent, d'accompagner la création de marchés de plein-vent sous condition de disposer des ressources adaptées à leur gestion, de finaliser les révisions des réglementations des marchés de plein-vent et des marchés couverts, de poursuivre la mise en application de l'Ordonnance du 19 avril 2017 pour les kiosques et buvettes et de continuer à mettre en œuvre la réglementation des terrasses.

ÉCLAIRAGE PUBLIC

Chiffres clés

1 300 km de réseaux électriques dédiés à l'éclairage public

67 000 points dont 17% LED moins consommatrice

25 millions de kWh de consommation électrique annuelle (Baisse de 2 millions de kWh/an)

6 000 lampes changées chaque année

500 installations électriques provisoires installées chaque année

700 motifs lumineux / 15kms de guirlandes électriques installées chaque année pour Noël

Une astreinte technique **24h sur 24**, 7 jours sur 7 pour assurer la sécurité des installations

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :
3,1M€

Dépenses de fonctionnement :
4,9 M€

Dépenses d'investissement :
2,9 M€

Recettes en fonctionnement :
8,4 M€

Le contexte

La problématique de l'énergie est depuis maintenant plusieurs années devenue un élément essentiel de l'action publique. L'augmentation du coût réel de l'électricité (+50% en 10 ans) due à la hausse du prix du kWh, mais aussi à la hausse des nouvelles taxes (CSPE, TCFE, CTA...), rend la maîtrise de sa consommation essentielle à la politique budgétaire de la collectivité. Toute action sur un réseau de cette envergure se doit d'être pensée à long terme (20 ans).

Après une politique générale de baisse de la consommation, la nouvelle politique est axée sur le confort de l'utilisateur et sa perception de l'Espace Public tout en limitant la consommation électrique. Ainsi, il convient d'éclairer mieux, mais toujours moins cher.

Les objectifs pour l'année 2019

AMÉLIORER LA PHOTOMÉTRIE

Le programme pour Rallumer la lumière à Toulouse est pérennisé en 2019. Il se caractérise par des actions ciblées, là où le besoin d'un renfort ou d'une modification de l'éclairage est rendue nécessaire par une évolution des usages de la Ville. C'est un succès populaire, l'espace public est redevenu confortable la nuit. Le nouveau Plan Lumière lancé en 2016 accompagne la ville dans sa démarche de classement UNESCO : le Pont Neuf, l'Hôtel Dieu et la cathédrale Saint Étienne sont les marques de ce nouvel élan ; les Jacobins et les Augustins ont été réalisés en suivant. En 2019, l'action portera sur la place du Capitole et la place Saint Sernin.

DÉPLOYER LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

La généralisation de nouvelles technologies de lampes et d'appareils (LED) permet d'accentuer l'intégration de ces produits aux programmes de la Direction de l'Éclairage Public. Les tests sur la reconnaissance de forme (technologie innovante source d'économie d'énergie future) sont passés à la phase pré-industrielle et les paramétrages finaux permettent un fonctionnement optimal. 500 appareils de nouvelle génération ont été déployés en 2017, 100 en 2018. On en prévoit 500 supplémentaires en 2019. L'objectif est d'accélérer en 2019 la réduction de la consommation électrique pour atteindre 20GWh, soit presque 40 % de réduction sur le mandat. Pour y arriver, le taux de LED devra atteindre 30 % en 2020 avec 2000 appareils intelligents. Toulouse restera alors parmi les grandes villes les plus avancées dans le domaine.

OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT

Chiffres clés

Au titre des missions confiées à l'aménageur sur la partie Est du site de la Cartoucherie, un budget de **1 M€** est reconduit en 2019.

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :

0,4 M€

Dépenses de fonctionnement :

0,3 M€

Dépenses d'investissement :

1,2 M€

Le contexte

Dans le cadre de la poursuite du projet Cartoucherie, la gestion de la pollution sur la partie Est du site a été confiée à l'aménageur OPPIDEA par avenant au traité de concession. L'objectif est d'optimiser les volumes à traiter, en privilégiant, dans le respect absolu des enjeux de sécurité sanitaire, un confinement sur place.

Sur la partie Ouest, une veille est assurée pour anticiper l'existence éventuelle de nouvelles zones à dépolluer.

Les objectifs pour l'année 2019

Le plan de gestion de la pollution se traduit par une recherche de confinement permettant de stocker sur site une partie des terres polluées : celle-ci se fait en relation étroite avec les différents promoteurs retenus sur les lots commercialisés. Cette démarche se poursuivra en 2019.

JARDINS ET ESPACES VERTS

BUDGET 2019

1 173 points verts

853 hectares

202 aires de jeux

60 fontaines ornementales

8 stations de pompage Ville

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :

16,9 M€

Dépenses de fonctionnement :

2,8 M€

Dépenses d'investissement :

4,2 M€ (dont 0,75 M€

pour l'aménagement paysager de la Salade)

Le contexte

En 2018, la DJEV a engagé l'étude et le travail de restructuration du Parc de la Reynerie. D'autres jardins ont été rénovés comme le jardin du Séminaire ou le Parc Tintoret.

La rénovation des aires de jeux a été axée sur la reprise et la mise aux normes de sols souples détériorés d'une part et l'aménagement d'aires de jeux aux Cèdres, à Fontaine Lestang, Baluffet et Du Barry d'autre part.

Concernant son patrimoine, la DJEV a poursuivi son effort de rénovation et de maintenance des réseaux d'arrosage, des fontaines, ainsi que le remplacement et l'installation de mobiliers dans les parcs et jardins.

Enfin, le Plan Arbre a été engagé par l'amorce du diagnostic et de l'inventaire du patrimoine arboré. En effet, ce sont à ce jour plus de 4 500 arbres qui ont pu être recensés et contrôlés. Ce suivi permet la réactivité nécessaire des abattages pour assurer la sécurité des administrés et une meilleure visibilité du programme des travaux de plantations en cours et à venir.

Les objectifs pour l'année 2019

Une part conséquente du budget de requalification des jardins sera concentrée sur la restructuration d'une portion du jardin des Plantes (« la Montagne » butte artificielle encerclée par le petit canal), la finalisation de Ribaute et la poursuite du programme de plantations et de boisement urbain.

Les travaux d'amélioration des locaux d'activités seront poursuivis. Le programme de remplacement du matériel obsolète est réalisé au profit de matériels plus adaptés, plus ergonomiques et plus performants.

Le Plan arbres est poursuivi : l'année 2019 sera la plus conséquente de cette programmation de 4 ans en raison du résultat des diagnostics et inventaires démarrés en 2017 et accentués en 2018.

Enfin, l'entretien et la maintenance des espaces verts, parcs et jardins, s'organisent de plus en plus autour des principes suivants :

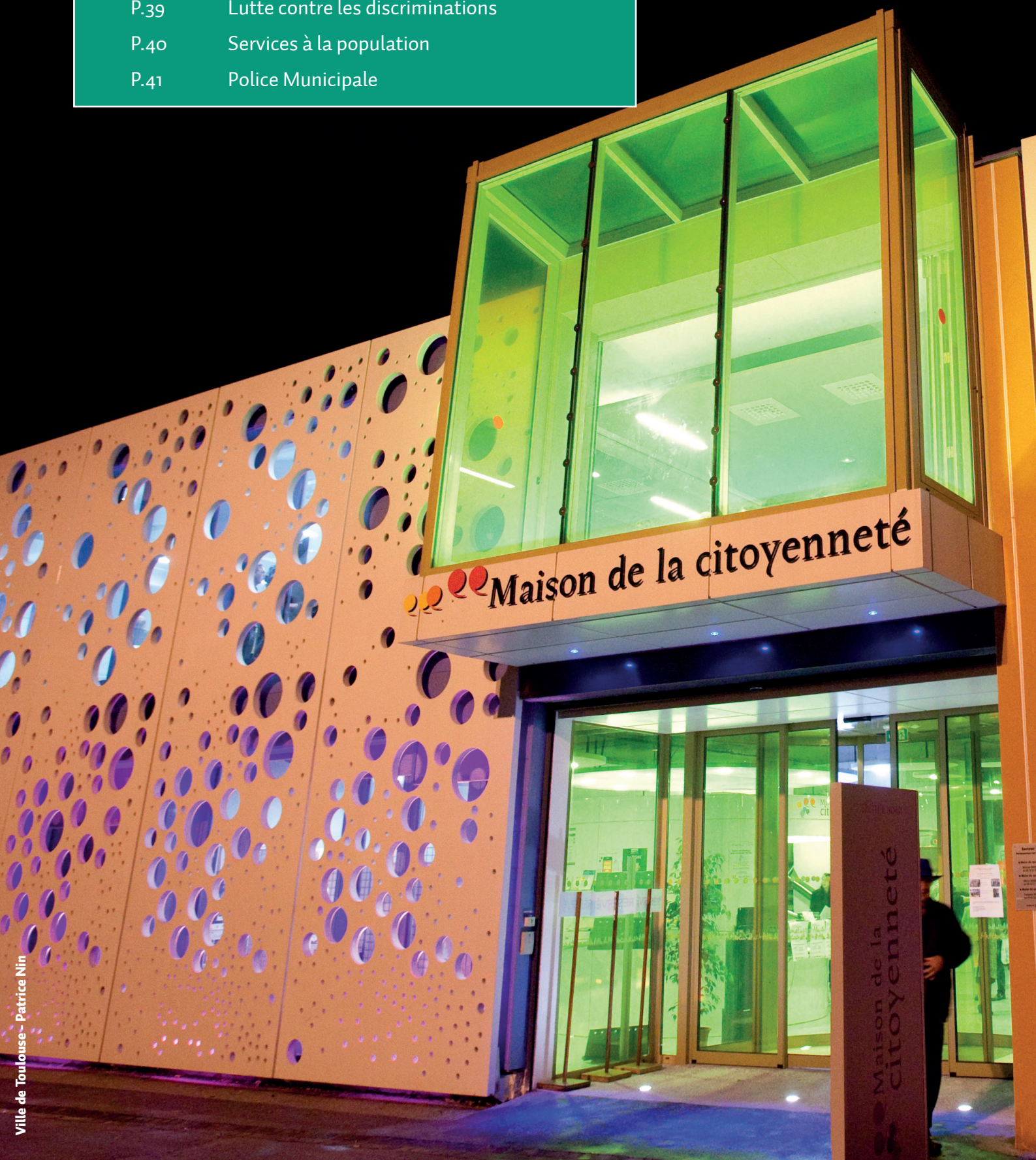
- une palette végétale adaptée au contexte local,
- une gestion rigoureuse de l'arrosage,
- un code de gestion affecté à chaque espace.

Toulouse ville responsable

PARTIE 2 :

Promotion de la citoyenneté et services publics de proximité

P.38	Démocratie Locale
P.39	Lutte contre les discriminations
P.40	Services à la population
P.41	Police Municipale



DÉMOCRATIE LOCALE

Chiffres clés

6 secteurs - **20** quartiers -
6 maisons de la citoyenneté, dont
une en construction -
5 maisons de projet

Une enveloppe participative à
hauteur de **55 400 €** par quartier

Sur le premier semestre 2018, **550**
réunions publiques et rencontres
avec les toulousains ont été
organisées ; **32 750** usagers ont
fréquenté les maisons de la
citoyenneté hors services des
formalités administratives

1 maison des associations -
311 associations résidentes

56 salles mises à disposition
des associations

85 % des demandes de
subventions déposées par les
associations l'ont été au travers
du portail internet dématérialisé

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :

3,7 M€

Dépenses de fonctionnement :

0,28 M€

Dépenses de investissement :

1,6 M€ dont **1,14 M€** pour les
enveloppes de quartiers

Recettes de fonctionnement :

0,3 M€

Le contexte

L'organisation administrative stabilisée en 2017, l'accent a été mis en 2018 sur la transversalité au niveau des fonctions métier et sur une démocratie participative plus cohérente : processus communs, conseils citoyens, commissions de quartier, diagnostics en marchant.

De nouveaux outils ont été travaillés. Disponible à l'adresse www.jeparticipe.toulouse.fr, la plate-forme internet, inaugurée en juillet 2018, permet à tous les toulousains de contribuer aux concertations, de partager des avis et propositions pour co construire la ville de demain. Elle est accessible via ordinateurs, tablettes et smartphones en complémentarité des réunions publiques et autres démarches de concertation, elle compte 598 inscriptions depuis le 3 juillet 2018

L'action de formation à la participation citoyenne, interne à la collectivité, a été confortée.

L'accompagnement des projets de la collectivité, structurants comme de proximité, est matérialisé au travers d'un document de communication intitulé « mon quartier avance », véritable dispositif de concertation et de suivi, il se décline pour chacun des 20 territoires.

Les objectifs pour l'année 2019

- Les projets de quartier seront confortés en bureaux et commissions de quartiers. Une diffusion des supports sera réalisée de façon large sur les territoires.
- La proximité : l'accentuation de l'effort sur le quotidien des toulousains est recherchée dans un contexte de réactivité améliorée, une réponse est apportée à chaque sollicitation.
- Participation : La diversification des moyens pour s'ouvrir à des publics aujourd'hui peu investis se poursuit. La plate-forme participative citoyenne, les maisons du projet, la participation itinérante – nacelle - autant de moyens d'élargir la représentativité des participants.
- Maisons de la Citoyenneté : au plus près des citoyens, elles garantissent l'accès de tous aux outils de participation, à l'information et à l'exercice citoyen.
- Locaux associatifs : le développement et la structuration de la gestion des salles, notamment les salles d'apparat mais également le développement d'un support de valorisation et d'optimisation de l'occupation des salles communales se poursuit.
- Vie Associative : ouverture de la version consolidée du portail associations (nouvelle version co construite avec 24 services métiers), incluant un référentiel associatif, la dématérialisation des demandes de subvention et de salle, la publication d'un annuaire de l'offre associative.

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Chiffres clés

1 Espace diversités – Laïcité de **2000 m²** dévolus à la lutte contre les discriminations et la promotion de la laïcité : un auditorium de 150 places, cinq salles de réunion, deux espaces d'exposition, un centre LGBT, **21** permanences d'accès au droit proposées par les associations et institutions (Défenseur des droits), les bureaux de la Mission égalité - diversités.

220 partenaires accueillis /an (dont 84 % du secteur associatif).

230 événements - **30** expositions présentées au public.

1 fond ressources d'expositions à disposition des partenaires locaux, émanant du Catalogue de prêt d'expositions intégrant désormais 161 expositions.

65 000 visiteurs /an -

36 associations subventionnées .

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :

0,7 M€

Dépenses de fonctionnement :

0,3 M€

Dépenses d'investissement :

0,07 M€

Le contexte

La lutte contre le racisme et les discriminations est une priorité mise en œuvre au quotidien par les Directions de la Mairie de Toulouse. La Mission égalité diversités, conjointement au travail mené par le Domaine handicap et Accessibilité, y consacre une attention permanente à travers ses missions dans le but de :

- promouvoir la connaissance et l'observation des discriminations,
- communiquer pour transformer les représentations et faire reculer les stéréotypes,
- promouvoir les diversités, la laïcité et le respect des droits humains.

Les objectifs pour l'année 2019

La Mission égalité porte la mise en œuvre du nouveau plan municipal intitulé « Plan d'action de prévention et de lutte contre les discriminations, le racisme, l'antisémitisme, la haine anti-LGBT et pour la promotion du vivre ensemble » prochainement signé entre la Ville et l'État.

Poursuite des chantiers et actions suivants :

- Mise en œuvre de l'approche intégrée de l'égalité femmes-hommes par les différentes directions sur l'impact dans les politiques publiques menées,
- Appel à projets en faveur de l'égalité femmes-hommes dans les quartiers prioritaires du contrat de ville et les territoires de veille,
- Seconde édition de la Semaine de l'égalité femmes-hommes à Toulouse,
- Carrefour-rencontre et événements autour de la Journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes ,
- Promotion des droits humains notamment à travers le renforcement des partenariats avec l'éducation nationale et les associations locales intervenant dans ce champ en lien avec le plan d'action cité,
- 25^e anniversaire de la première marche des fiertés : accompagnement du programme de sensibilisation proposé par les associations LGBT et participation de la Mission égalité diversités au village des fiertés organisé Place du Capitole ,
- Mise en œuvre de projets européens,
- Réception, du Comité directeur de la coalition des villes européennes contre le racisme dont Toulouse est membre,
- Accompagnement des travaux de l'instance Toulouse Diversités - Conseil des résidents étrangers dont la composition a été renouvelée fin 2018,
- Accompagnement des travaux de l'instance Toulouse Fraternité - Conseil de la laïcité,
- Poursuite des formations et conférences laïcité organisées en soutien de la DRH et accueillies à l'Espace diversités laïcité.

SERVICES À LA POPULATION

Chiffres clés

269 828 inscrits sur les listes électorales (au 28 février 2018)

14 714 naissances

5 533 décès

1 381 mariages célébrés

53 370 mentions marginales apposées

481 177 actes délivrés

33 156 demandes de cartes nationales d'identité

38 389 demandes de passeports

263 déclarations liées aux débits de boissons enregistrées

8 décisions de restriction d'horaire prononcées à l'encontre d'exploitant de débits de boissons

255 enregistrements de locations de meublés de tourisme

26 dossiers de discothèques instruits (création, renouvellement, changement d'exploitant)

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :

7,6 M€

Dépenses de fonctionnement :

0,4 M€

Recettes de fonctionnement :

0,4 M€

Dépenses d'investissement :

0,1 M€

Le contexte

Dans un contexte fortement évolutif, la Direction des Services à la Population est pleinement engagée dans une profonde transformation des modalités d'exécution de ses activités. Les activités relatives aux Formalités Administratives, à l'État Civil, aux Élections, et même à la Police Administrative, sont en pleine mutation. Dématérialisation des démarches, e-administration, simplification des procédures, interopérabilité, etc. : les chantiers sont nombreux !

A l'impulsion donnée par l'État, répond une volonté forte de la Mairie de Toulouse de moderniser l'action publique à destination de la population.

Les objectifs pour l'année 2019

Du côté de l'**activité « Élections »** : la Loi du 1^{er} août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales et son décret d'application du 14 mai 2018 réforment en profondeur le droit électoral à compter du 1^{er} janvier 2019. Un répertoire électoral unique est créé au niveau national et le Maire statuera sur les demandes d'inscription, lesquelles pourront être déposées jusqu'à six semaines avant l'élection. Toutes ces mesures imposent de repenser les logiques fonctionnelles dans le but de faciliter l'inscription des citoyens sur les listes électorales et de renforcer le rôle du Maire. Les élections européennes du 26 mai 2019 marqueront par ailleurs l'année 2019.

Les activités « Etat-Civil » se modernisent également. Le dispositif COMEDEC (Communication Électronique des Données de l'État-Civil), dispositif dématérialisé de délivrance de données de l'état civil qui a vocation à centraliser l'ensemble des demandes d'acte adressées aux communes, est désormais mis en œuvre en application de la Loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle. Il poursuit deux objectifs principaux : simplifier les démarches administratives des usagers, en leur évitant d'avoir à produire leur acte d'état civil, et limiter la fraude documentaire.

Les activités « formalités administratives » évoluent, elles aussi. La finalité est véritablement d'optimiser la présence des services à la population sur l'ensemble du territoire en imaginant une offre de services complémentaires reposant sur la modularité. L'expérimentation **« MairieBus »** répondra ainsi à de nouveaux besoins à satisfaire.

Les actions en cours ou en préparation visent à répondre aux aspirations sociales des usagers/habitants. Elles sont motivées par la nécessaire simplification du parcours usager. Elles ont et auront, en outre, pour effet de renforcer l'efficacité du service public.

POLICE MUNICIPALE

Chiffres clés

12 000 mises en fourrière

312 policiers municipaux

45 agents de surveillance
de la voie publique

34 administratifs

37 opérateurs vidéo

357 caméras de
vidéosurveillance installées

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :

20,3 M€

Dépenses de fonctionnement :

1,3 M€

Dépenses d'investissement :

1,5 M€ (équipement des policiers
municipaux et maintenance du parc
des caméras de vidéo-surveillance)

Recettes de fonctionnement :

1,9 M€ au titre de la fourrière
municipale et **1,2 M€** au titre du
Forfait Post Stationnement

Le contexte

- 1320 interpellations (délits flagrants voie publique), + 35 % par rapport à 2016
- Respect espace public (arrêtés municipaux : alcool, divagations chiens, propreté) : 4453 PV, + 219 % par rapport à 2016
- 800 réquisitions judiciaires par la PN pour la vidéoprotection, + 385 % par rapport à 2016
- 1901 procès verbaux pour nuisances liées au bruit (particuliers et établissements recevant du public), + 29 % par rapport à 2016
- 51 840 appels *Allô Toulouse* transmis à la PM, + 394 % par rapport à 2014. Taux de satisfaction des usagers entre 75 % et 80 %
- Acquisition de 300 pistolets semi-automatiques 9 mm (modèle CZ P 07)
- Signature d'une convention de coordination transitoire Police Nationale-Police Municipale
- Lancement des travaux du stand de tir municipal en septembre 2018
- Sécurisation du poste de la police municipale
- Acquisition de terminaux de verbalisation type « VGE » modernes

Les objectifs pour l'année 2019

Ouverture du stand de tir municipal en avril 2019 pour les formations pluriannuelles obligatoires.

Achèvement du plan de formation des 330 policiers municipaux pour la transition pistolet semi-automatique 9 mm.

Signature d'une nouvelle convention de coordination PN-PM.

Aménagement des locaux de la fourrière pour améliorer l'accueil du public et la qualité du service rendu au public.



Toulouse ville solidaire

- P.44 Éducation
- P.45 Cuisine centrale
- P.46 Petite enfance
- P.47 Enfance loisirs
- P.48 Animation socioculturelle
- P.49 Renforcement du lien social
- P.50 Logement
- P.51 Mission accueils jeunes
- P.52 Séniors
- P.53 Hygiène et santé
- P.54 Sports

Chiffres clés

203 écoles publiques (95
élémentaires et 108 maternelles)

Plus de **34 500** élèves scolarisés

6 630 élèves scolarisés dans les
écoles privées sous contrat

Soit un total de **41 146** élèves

105 écoles maternelles avec
CLAE en régie, 3 CLAE maternels
en gestion associative

2 CLAE regroupant maternelle
et élémentaire en régie

93 CLAE élémentaires dont 31
associatifs et 62 en marchés publics

2 828 agents travaillent au sein
de la direction de l'éducation

380 000 m² environ de
patrimoine scolaire bâti

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :

81,9 M€

Dépenses de fonctionnement :

32,5 M€

Dépenses d'investissement :

59,9 M€

Recettes de fonctionnement :

8,4 M€ (hors restauration scolaire)

Recettes d'investissement :

1,2 M€

Le contexte

La croissance démographique constatée dans les écoles depuis plusieurs années se poursuit en 2018/2019. L'évolution est plus sensible en maternelle.

La Ville accueille plus de 34 500 élèves scolarisés dans les écoles publiques aujourd'hui.

L'ouverture massive de classes se poursuit à la rentrée de septembre 2018, accentuée par la poursuite du dédoublement des classes de CP et CE1 en réseaux d'éducation prioritaire (REP) et REP+. Ainsi, pour la rentrée 2018/2019, ce sont 45 ouvertures de classes et 82 créations de postes d'enseignants pour dédoublement qui ont été dénombrées.

Cette rentrée scolaire a vu l'ouverture de l'école élémentaire Fleurance en septembre et celle du groupe scolaire Simone Veil (Reynerie) à la Toussaint 2018.

Les objectifs pour l'année 2019

L'action de la Mairie de Toulouse en matière d'éducation s'inscrit en 2019 dans le cadre du Projet Educatif Territorial (PEDT) 2018-2020 qui vient approfondir et conforter le PEDT signé en 2015. Ainsi, la Mairie poursuit le développement et l'amélioration de l'accueil des petits toulousains dans les écoles, tout en adaptant son offre éducative au nouveau contexte sociologique et démographique.

Il s'agit notamment de développer l'offre éducative dans le cadre des parcours éducatifs périscolaires et scolaires (PEPS) et de renforcer le dispositif des classes de découverte.

2019 verra la concrétisation de plusieurs projets visant à répondre à la croissance démographique : en janvier 2019, le groupe scolaire De Gaulle-Antonioz et la maternelle Borderouge seront mis en service. Les groupes scolaires neufs Germaine Tillion et Georges Mailhos ouvriront en septembre 2019, tout comme les écoles Falcucci et Nougaro élémentaire réhabilitées. Le groupe scolaire Lapujade réhabilité ouvrira lui en novembre 2019. En outre, en septembre 2019, l'ouverture de deux écoles provisoires est rendue indispensable par la saturation des capacités d'accueil des écoles des secteurs St Simon et Alphand.

La modification qualitative de l'organisation scolaire débutée en 2017 se poursuivra en 2019 avec la dernière vague de dédoublement qui concernera les CE1 en REP.

Chiffres clés

33 000 repas en moyenne servis quotidiennement en temps scolaire

88 agents qui oeuvrent dans le service à la production de ces repas

Plus de 27 % des achats consacrés aux produits biologiques (dont 95 % de bio local)

Plus de 40 % des achats consacrés aux produits sous signe officiel de qualité (AOC, IGP, Label Rouge, Bleu Blanc Coeur) ou respectueux de l'environnement (AB, MSC)

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :
3,6 M€

Dépenses de fonctionnement :
11,2 M€

Dépenses d'investissement :
1,4 M€

Recettes de fonctionnement :
11,7 M€

Le contexte

La Cuisine Centrale assure la fabrication des repas servis dans les 201 écoles publiques de la ville. En application de la réglementation en matière de nutrition, elle propose des menus variés qui respectent un plan alimentaire garantissant des apports nutritionnels adaptés à chaque âge des convives.

Plus de 2 millions d'euros auront été investis entre 2016 et 2018 pour permettre d'adapter les volumes de stockage au nombre de repas produits et ainsi garantir de meilleures conditions d'hygiène aux fabrications. La réception des travaux est prévue pour mars 2019.

La nouvelle organisation de la production, mise en place par la Cuisine Centrale depuis septembre 2017, permet de proposer des entrées et des plats de substitution plus variés tout au long de l'année.

Les objectifs pour l'année 2019

- Poursuite de l'amélioration de la qualité des repas servis.
- Pérennisation de la politique d'achat de produits de qualité et locaux avec la passation, dès janvier 2019, de nouveaux marchés alimentaires plus conformes à cette volonté.
- Collaboration avec les artisans boulangers locaux pour fournir quotidiennement les cantines scolaires en baguette bio.
- Proposition, chaque mois, par l'équipe des cuisiniers municipaux, d'un menu « gastronomique » estampillé « la Cuisine sur son 31 » qui met en valeur les produits régionaux et/ou des recettes du monde.
- Poursuite de la participation de la Cuisine Centrale aux diverses manifestations locales et nationales en rapport avec l'alimentation : journée de la gastronomie (septembre), semaine du goût (octobre), semaine européenne (mai), RIO LOCO (juin), semaine du développement durable avec le menu bas carbone « 2 fois bon » (juin).
- Distribution, dès janvier 2019, de barquettes issues de filières végétales pour substituer progressivement les barquettes en plastique dans lesquelles sont conditionnés les plats cuisinés.

PETITE ENFANCE

Chiffres clés

La Petite Enfance, c'est des places en crèche et également des lieux d'accueil pour des temps partagés avec les enfants et les familles dans le cadre de la prévention et de l'accompagnement à la parentalité.

Au 31 décembre 2018, 57 structures en gestion municipale dont 9 crèches familiales, 16 crèches CCAS, 2 haltes-garderies CAF/Mairie, 93 structures associatives subventionnées auxquelles viennent s'ajouter des crèches d'entreprise qui s'implantent sur Toulouse.

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :
31 M€

Dépenses de fonctionnement :
14,8 M€

Recettes de fonctionnement :
14,4 M€

Dépenses d'investissement :
5,6 M€

Le contexte

La croissance démographique reste élevée sur Toulouse. Priorité du mandat, la petite enfance voit la poursuite du **plan 1 000 places** en crèche annoncé dès 2014.

Fin 2018, 91 % de l'objectif aura été atteint avec 405 nouvelles places nettes créées et proposées aux familles toulousaines.

Le développement de l'offre d'accueil privilégie la diversité pour répondre aux différents besoins de garde exprimés par les familles sur tous les quartiers de Toulouse.

Avec sa diversité des structures d'accueil et l'augmentation des places proposées, la réponse à la demande est mieux adaptée quantitativement et qualitativement sur l'ensemble du territoire toulousain. Certains quartiers restent encore cependant en tension.

Les objectifs pour l'année 2019

- Poursuivre l'ouverture de places en crèche avec **1,85 M€** inscrits au titre du budget 2019 pour le multi-accueil des Sept Deniers et **0,9 M€** pour la crèche A. Bernard.
- Adapter l'offre d'accueil au publique en recherche d'emploi et en réinsertion. Optimiser le taux d'occupation actuel, réel indicateur du bon fonctionnement des structures d'accueil, en expérimentant des projets innovants.
- Développer la collaboration avec le secteur associatif à travers les mesures d'accompagnement spécifique.
- Accompagner les structures sur l'évolution des pratiques en privilégiant les formations sur site. Renforcer les actions pour prévenir et lutter contre l'absentéisme et viser une amélioration de la qualité de vie au travail.
- Poursuivre l'ouverture des structures à la culture de dimension toulousaine.
- Développer les moyens pour lutter contre les moustiques dans l'environnement des Etablissements de la Petite Enfance.
- Poursuivre la mise en place du Plan Particulier de Mise en Sécurité des structures pour renforcer la sécurité des enfants (1 M€ inscrits au titre du budget 2019).
- Faire évoluer les organisations actuelles avec une approche territoriale pour être en adéquation avec les autres directions.

Chiffres clés

Toulouse compte **108** accueils de loisirs (59 municipaux et 49 associatifs). L'offre municipale représente plus de 75 % de la capacité d'accueil des 3/11 ans

À Toulouse, **8** Club Ados sont ouverts aux 12/17 ans.

L'été, **10** destinations de séjours de vacances sont proposées en France et à l'étranger pour les 4 à 17 ans

En 2018, plus de **12 000** enfants et jeunes ont été accueillis, soit presque un enfant scolarisé sur trois. Les formules de loisirs municipales enregistrent une augmentation spectaculaire de la fréquentation de 11 %.

Par ailleurs, la Ville compte **15** ludothèques dont 5 en gestion municipale

543 enfants en situation de handicap fréquentent régulièrement les équipements.

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :
12,1 M€

Dépenses de fonctionnement :
7 M€

Dépenses d'investissement :
0,4 M€

Recettes de fonctionnement :
18,5 M€

Le contexte

Dans le cadre du Projet Éducatif de Toulouse et dans un contexte d'accroissement démographique, l'offre de loisirs extrascolaire s'inscrit comme un enjeu éducatif, social et culturel.

Les accueils de loisirs, les mini séjours, les club adolescents, les séjours de vacances et les ludothèques sont des entités éducatives qui proposent des formules complémentaires et attractives adaptées à tous les publics. Chaque formule vise l'épanouissement des enfants et l'émancipation des jeunes.

Le temps du loisir répond à un besoin social croissant. Il tisse du lien et participe à la construction d'une culture commune du vivre ensemble.

La mise à disposition régulière d'équipements et d'hébergements municipaux à Toulouse et à l'extérieur (Aulus-Les-Bains, St-Laurent de Neste, Antichan des Frontignes, Jurvielle) favorise la mixité et la diversité des publics (séjours, classes, groupes constitués, club, associations...).

Par ailleurs, la forte mobilisation financière pour soutenir les opérateurs associatifs contribue à renforcer la cohérence territoriale et favorise un meilleur équilibre de l'offre. Il s'agit de lutter contre les inégalités sociales ou territoriales et de favoriser l'accès aux loisirs du plus grand nombre.

Les objectifs pour l'année 2019

Dans le cadre d'une démarche qualité, la Direction Enfance Loisirs souhaite :

- adapter la programmation de ses formules de loisirs aux besoins des usagers en proposant des parcours extrascolaires cohérents et modulables et moderniser ses modes de gestion et d'accès aux services,
- jouer la carte de la proximité pour les ADL maternels, les ADLP et les ludothèques et celle de la mobilité pour les autres formules (point d'accueil relais) en proposant toujours autant de destinations estivales (Pyrénées, Corse, Espagne...),
- faciliter le départ en séjour de vacances et favoriser l'accès aux mini séjours pour les premiers départs,
- développer l'offre à destination des adolescents et promouvoir la culture ludique à travers l'organisation de manifestations et l'ouverture de nouveaux créneaux dans les ludothèques,
- renforcer l'accompagnement et l'action des opérateurs associatifs par la mise à jour de la charte qualité des opérateurs toulousains,
- renforcer les partenariats institutionnels (Projet Éducatif de Toulouse, Contrat de Ville, Contrat Enfance Jeunesse, Ville Amie des Enfants, Convention Internationale des Droits de l'Enfant) et les collaborations internes,
- garder comme priorité l'accueil des enfants en situation de handicap.

ANIMATION SOCIOCULTURELLE

Chiffres clés

1 direction ressources

5 territoires opérationnels sur l'ensemble du territoire toulousain, regroupant les 17 centres culturels et d'animation et les 6 maisons de quartiers

13 associations conventionnées, bénéficiant de subvention annuelle de fonctionnement (MJC et associations culturelles d'importance)

591 spectacles et animations de quartier dont 303 Jeune Public et 288 Tout Public

90 expositions thématiques et artistiques

125 disciplines proposées en pratique amateur pour tout public

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :

13 M€

Dépenses de fonctionnement :

4 M€

Recettes de fonctionnement :

0,9 M€

Dépenses d'investissement :

1,4 M€

Le contexte

La Direction de l'Animation Socioculturelle propose une offre socioculturelle favorisant l'accès du plus grand nombre à la découverte et à la pratique de loisirs artistiques, culturels, éducatifs, sportifs et de bien être, dans un esprit d'échanges et de mixité sociale au plus près des habitants toulousains.

Celle-ci se décline en une programmation de spectacles et d'expositions, accompagnée d'actions de médiation et de multiples possibilités d'activités de pratiques amateurs, à travers des ateliers ouverts sur un éventail de près de 122 disciplines.

Le réseau des centres et la direction s'impliquent aussi activement dans l'animation locale et la dynamique associative en soutenant financièrement les 13 associations conventionnées qui œuvrent pour les mêmes missions socio-éducatives mais également les initiatives associatives ponctuelles sur des aides à projets.

Les objectifs pour l'année 2019

Les services de l'Animation Socioculturelle poursuivront leurs missions en étroite collaboration avec les acteurs locaux au plus proche des habitants. Les 5 territoires, chargés de la mise en œuvre de la politique socioculturelle, s'attacheront à développer une offre renouvelée suivant l'évolution des publics. L'émergence de nouveaux événements en direction des publics jeunes, d'une nouvelle offre de stages et d'ateliers de pratiques amateurs, d'un soutien à la création et à la diffusion artistique contribueront à accompagner cette volonté de modernisation.

L'accent sera mis également sur les actions dans les Quartiers Politique de la Ville avec :

- un accroissement de l'occupation de l'espace par le biais de manifestations tous publics,
- une programmation estivale densifiée offrant aux toulousains des activités culturelles, sportives et récréatives favorisant le lien social et intergénérationnel.

Les partenariats engagés avec les événements culturels et festivals toulousains tels que Rio Loco, le Marathon des Mots ou le Printemps de septembre perdureront, ainsi que les actions en transversalité et complémentarité avec les autres services de la Mairie et de Toulouse Métropole, comme la semaine Ville et Handicap ou la semaine Seniors et plus.

RENFORCEMENT DU LIEN SOCIAL

Chiffres clés

Lutte contre les exclusions :

1 village d'insertion, **2** terrains d'accueil, **144** logements répartis sur l'ensemble du territoire toulousain pour répondre aux besoins d'hébergement des publics migrants précaires, **25** places d'hébergement de nuit pour l'accueil de femmes avec enfants à la rue durant la période hivernale 2017-2018, ouverture de **20** places d'hébergement de nuit pour femmes isolées à la rue ou victimes de violence pour la période hivernale 2018-2019 (démarrage progressif à compter de novembre 2018), **30** associations aidées.

Handicap :

800 Établissements Recevant du Public à rendre accessibles d'ici à 2025

10 000 logements à contrôler dans le cadre du recensement de logements accessibles d'ici à 2020

200 Registres Publics d'Accessibilité à livrer par an

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :
3,7 M€

Dépenses de fonctionnement :
22,2 M€ (dont subvention versée au CCAS de 18,3 M€)

Recettes de fonctionnement :
0,4 M€

Dépenses d'investissement :
8,2 M€

Le contexte

La Mairie de Toulouse mène des politiques publiques volontaristes d'hébergement et d'insertion en direction des publics fragilisés : la lutte contre les phénomènes d'exclusion des personnes en situation de grande précarité, des migrants et ressortissants européens ou personnes sans résidence stable. C'est ainsi qu'elle a été retenue comme territoire d'expérimentation dans le cadre du plan national « **Logement d'Abord** ». Ce plan vise à accélérer l'accès au logement pour les personnes qui en sont exclues en proposant un accompagnement pluridisciplinaire.

Les objectifs pour l'année 2019

LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS

- Poursuite de la veille des squats et campements suite aux démantèlements des principaux camps illicites sur Toulouse ;
- Contractualisation avec l'État pour inscrire Toulouse et la Métropole dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté ;
- Poursuite du dispositif d'hébergement et d'accompagnement des publics migrants précaires, de réfugiés vers l'accès à l'emploi et au logement de droit commun.

HANDICAP

- Poursuite de la mise aux normes des Établissements Recevant du Public à travers l'Agenda d'Accessibilité Programmée 2017-2025 (dont 4,8 M€ inscrits au titre du budget 2019) et 2,7 M€ pour la mise en accessibilité du Musée des Augustins ;
- Mise en place des Registres Publics d'Accessibilité sur l'ensemble des ERP ;
- Création d'un Open data permettant aux usagers de géolocaliser les ERP Municipaux et Métropolitains ;
- Mise en œuvre de la mission expérimentale de recensements des logements accessibles.

LOGEMENT D'ABORD :

- Création d'un poste de coordinateur du plan accéléré ;
- Création de 100 mesures de logements accompagnés dans le parc public et privé ;
- Réalisation d'une enquête visant à recenser les personnes sans domicile fixe sur Toulouse ;
- Organisation d'un colloque.

Chiffres clés

160 dossiers de prêt à taux zéro accordés dans le cadre du dispositif Pass Accession Toulousain (PAT) permettant à des Toulousains d'accéder à la propriété pour la première fois. Le montant total des avances financières s'élève à près d'1 M€.

75 étudiants ont eu recours au dispositif INSTAL'TOIT pour un montant total de **36 400 €**.

95 ménages ont été accueillis au titre du dispositif Logements Passerelles, dispositif de logement temporaire à destination des femmes victimes de violences ou de ménages ayant subi un accident de la vie.

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :
0,6 M€

Dépenses de fonctionnement :
0,3 M€

Recettes de fonctionnement :
0,1 M€

Dépenses d'investissement :
1,8 M€

Le contexte

La Mairie de Toulouse poursuit sa politique volontariste en faveur des ménages aux revenus modestes et s'inscrit également dans une démarche d'accompagnement à l'accès au logement des étudiants. La diversité des dispositifs municipaux offrent une complémentarité aux dispositifs de droit commun. Ainsi, le dispositif INSTAL'TOIT offre la possibilité aux étudiants de bénéficier d'un prêt à taux zéro permettant la prise en charge de diverses dépenses d'installation : l'avance du 1^{er} mois de loyer mais également le paiement du dépôt de garantie, des frais d'ouverture des compteurs, etc.

Le Domaine Logement, en lien avec le Domaine Seniors et le Domaine Handicap et Accessibilité, propose aussi des aides financières non remboursables pour l'amélioration des logements des personnes âgées et / ou en situation de handicap afin de permettre le plus longtemps possible le maintien à domicile dans de bonnes conditions.

La politique volontariste menée par la collectivité dans le domaine du logement s'est accentuée dans le cadre du Plan Logement d'abord avec, dès fin 2018, la mise en œuvre d'actions concrètes à destination des ménages les plus en difficulté pour accéder au logement. Malgré un contexte économique contraint, la collectivité fait le choix de la solidarité.

Les objectifs pour l'année 2019

Pour 2019, la Mairie de Toulouse va poursuivre ses engagements pour permettre l'accès au logement des plus modestes.

Ainsi, le Domaine Logement accompagnera fortement le Plan Logement d'abord en veillant à la bonne articulation des différents dispositifs afin d'apporter des réponses adaptées aux situations qui se présentent.

Par ailleurs, la mission d'accueil et d'information des demandeurs de logements sociaux fera l'objet d'une réorganisation dans le cadre des travaux de la Conférence Intercommunale du Logement afin d'améliorer l'offre de service public aux usagers en matière de logement.

MISSION ACCUEILS JEUNES

Chiffres clés

14 structures d'accueil (dont 11 localisées en Quartiers Politique de la Ville et 1 en quartier de veille), réparties sur 5 des 6 secteurs de la Mairie de Toulouse ;

1558 jeunes ont été accueillis en 2017;

Une moyenne de **215** jours d'ouverture sur l'année par structure ; **400** sorties réalisées, réunissant **907** participants différents;

12 séjours/camps/chantiers organisés pour 78 participants au total.

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :

2,2 M€

Dépenses de fonctionnement :

0,2 M€

Recettes de fonctionnement :

0,2 M€

Dépenses d'investissement :

1,3 M€

Le contexte

Les travaux inscrits à la PPI pour l'aménagement de locaux au 95 rue Ernest Renan dans le quartier des 3 Cocus ont débuté en octobre 2018. Ils auront vocation à héberger les Accueils Jeunes des Chamois (11-17 ans) et des Izards dit « Petite Maison (16-25 ans) », ainsi que l'équipe de la Réussite éducative du secteur.

L'Accueil Jeunes de l'Hers a fermé au mois de juillet 2018. Un Club Ados, géré par la Direction Enfance Loisirs, a pris possession des lieux et assure une offre d'accueils de loisirs pour les jeunes depuis le 22 octobre 2018. Une réflexion est menée sur la ré-affectation des moyens en personnel et le fonctionnement de l'AJ de l'Hers sur le secteur 4.

La déclinaison territoriale du projet de service a été travaillée à l'échelle de chaque structure par les équipes de terrain, dans une perspective d'ajustement des actions aux réalités des quartiers.

Afin de favoriser la cohésion d'équipe et la complémentarité animateur/éducateur spécialisé, un accompagnement des équipes par des superviseurs a été organisé.

A compter du mois de novembre 2018, les agents de terrain des accueils Jeunes vont participer à une expérimentation initiée par le service santé et qualité de vie au travail de la Direction Générale des Ressources Humaines. Des groupes d'échanges pluridisciplinaires et inter-directions vont être mis en place à destination d'agents travaillant dans les quartiers prioritaires.

Les objectifs pour l'année 2019

La finalisation du projet de service est prévue en début d'année avec le déménagement des AJ Chamois et Petite Maison dans leur nouveau local.

Le bâtiment dans lequel se trouve l'Accueil Jeunes d'Empalot, situé sur la place commerciale, a vocation à être détruit dans le cadre du renouvellement urbain du quartier. Un relogement est prévu à l'été 2019 dans de nouveaux locaux, grâce à **l'acquisition** d'un local en pied d'immeuble dans **la Cour Magenta sur Niel 2**.

D'ici juin 2019, un dispositif expérimental de prévention va être mis en œuvre dans le quartier du Grand Mirail. La cellule de coordination des acteurs de prévention éducative a pour vocation de coordonner les acteurs socio-éducatifs de terrain, œuvrant dans le champ de la protection de l'enfance autour des situations repérées de jeunes entre 11 et 17 ans révolus en situation de risques d'inadaptation sociale, de marginalisation et de rupture avec leur milieu familial.

Chiffres clés

14 restaurants seniors solidaires sur la commune (ouverture en 2018 du 14^{ième} à Jules Julien)

65 clubs seniors associatifs avec plus de **8 200** adhérents Toulousains,

1 Point Information Seniors recevant plus de **36 000** seniors par an,

13 000 seniors bénéficient des festivités de fin d'année

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :
2,7 M€

Dépenses de fonctionnement :
1,2 M€

Recettes de fonctionnement :
0,5 M€

Dépenses d'investissement :
1,3 M€

Le contexte

La ville de Toulouse compte 78 000 seniors de plus de 60 ans soit +17 % de la population. Le vieillissement démographique est inéluctable avec un allongement continu de la durée de vie. La qualité de vie quotidienne de tous les seniors constituent un des enjeux majeurs de la collectivité.

En complémentarité du Centre Communal d'Action Sociale et du Département intervenant auprès des personnes âgées en perte d'autonomie ou dépendantes, la Mairie de Toulouse développe une politique de proximité et de solidarité en faveur de plusieurs générations de seniors, du jeune retraité à la personne très âgée, vivant à son domicile. Pour chaque tranche d'âge des approches différenciées s'imposent afin de prendre en compte les besoins en fonction du public concerné.

Les objectifs pour l'année 2019

Le projet municipal en direction des seniors se poursuit en 2019 autour de plusieurs axes :

- l'accueil, l'information, l'accompagnement des seniors en facilitant l'accès aux services publics ;
- l'ouverture, la reconstruction de **nouveaux restaurants seniors solidaires** (Sept Deniers, Izards) et d'un Espace seniors central sur le site du Sénéchal regroupant plusieurs services seniors (0,8 M€ inscrits au titre du budget 2019) ;
- l'accès aux loisirs culturels, sportifs, numériques à travers les **Espaces seniors** (Reynerie et la Terrasse), les **Espaces Seniors Connectés** dans plusieurs quartiers pour développer l'accès aux outils numériques (du débutant au senior déjà expérimenté) et en développant les échanges intergénérationnels avec des lycéens, des élèves ingénieurs ;
- la prévention et la détection de la fragilité ;
- la lutte contre les situations d'isolement, avec la poursuite du **service Allô Seniors**, en gestion municipale ;
- le développement des activités associant les jeunes et les aînés ;
- la poursuite de manifestations telles que la **Semaine Seniors et +** ou les festivités de fin d'année.

Chiffres clés

Promotion de la santé

920 personnes sensibilisées à l'usage des écrans

23 événements pendant les Semaines d'Information en Santé Mentale

117 soirées «Fêtons plus, Risquons moins»

42 associations subventionnées pour 51 projets

Service médical

5 300 personnes vaccinées

4 960 vaccinations voyageurs

2 110 au calendrier vaccinal

Santé-Environnement

1 400 enquêtes en habitat indigne

26 arrêtés préfectoraux d'urgence, 5 d'insalubrité

800 plaintes bruit traitées

420 établissements alimentaires contrôlés

2,2 t de déchets d'activités de soins éliminés

20 % des crèches et écoles auditées sur la qualité de l'air intérieur

Animal dans la ville

830 prestations de désinsectisation

550 animaux capturés et **320** enquêtes de voisinage

70 zones de nuisance de moustique tigre identifiées

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :

3,4 M€

Dépenses de fonctionnement :

1,2 M€

Recettes de fonctionnement :

2,4 M€ (dont 2 M€ de Dotation Générale de Décentralisation)

Le contexte

Pour réduire les inégalités sociales et territoriales de santé, la Mairie de Toulouse relaie, dans un cadre contractuel, les campagnes nationales de promotion de la santé. Sur les 12 territoires prioritaires en difficulté, le contrat de Ville - Toulouse Métropole 2015-2020 renforce l'accompagnement des citoyens en termes d'éducation et de promotion pour la santé.

Les missions régaliennes du SCHS visent à préserver la santé des populations sur les thématiques : habitat, bruit, alimentation, régulation des animaux errants ou nuisibles.

Une attention est portée à la lutte contre la transmission des maladies infectieuses dans les établissements recevant des enfants. Une offre de vaccination et de conseils aux voyageurs est aussi proposée.

Les objectifs pour l'année 2019

- Inscrire les actions de promotion de la santé de la Ville dans un cadre contractuel (Contrat local de santé et Contrat de Ville Toulouse-Métropole)
- Structurer les partenariats institutionnels et associatifs pour les actions portées par le Conseil local de santé mentale, le dispositif « Fêtons Plus Risquons moins » et la Communauté municipale de santé
- Conforter les projets innovants (Parcours santé, Qualité de l'air intérieur des locaux accueillant des enfants de moins de 6 ans, Repérage de la fragilité des personnes âgées...)
- Protéger la population de l'exposition aux perturbateurs endocriniens
- Intensifier la communication du centre de vaccination et ses interventions en dehors de la Ville de Toulouse
- Conforter la transversalité des missions régaliennes et les inscrire dans une démarche d'évaluation
- Contribuer à la lutte contre la propagation des moustiques par un plan de communication et de prévention contre les moustiques.

Chiffres clés

111 terrains de football
dont 24 synthétiques

Plus de **500 000** heures planifiées
dans les équipements sportifs

349 611 visites à Toulouse Plages

136 865 entrées pour l'été 2018 sur
les piscines Nakache été et Castex.

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :

23,6 M€

Dépenses de fonctionnement :

8,4 M€

Dépenses d'investissement :

14,5 M€

Recettes de fonctionnement :

2,7 M€

Le contexte

Les missions de la Direction des Sports s'articulent autour des principes fondamentaux suivants :

- permettre la pratique du sport au plus grand nombre,
- assurer l'encadrement d'activités sportives auprès des différents publics,
- gérer et entretenir les installations sportives municipales.

Ses actions se déclinent ainsi :

Les différents volets du Plan Piscines : rationaliser les établissements aquatiques toulousains pour en augmenter la surface de baignade, offrir de meilleures conditions d'accueil, mettre en valeur le « savoir nager » notamment grâce au partenariat avec l'Éducation Nationale.

Une offre de service particulièrement appréciée en période estivale comme l'atteste la fréquentation de Nakache été.

Outre l'entretien et la maintenance des installations, diverses créations et réalisations d'équipement sportifs permettent d'offrir une pratique de proximité en accès libre (cours de tennis, City-stades, terrains synthétiques). Le rendez-vous incontournable de Toulouse Plages qui permet à tous les publics de bénéficier d'activités adaptées pour un moment de détente complète cette offre de service public.

Les objectifs pour l'année 2019

LA POURSUITE DU PLAN PISCINES

- travaux d'amélioration de la piscine Chapou, pour une ouverture estivale élargie,
- travaux de création d'un bassin nordique sur Bellevue et réfection de la piscine A Minville sans impact sur le volume horaire dédié à l'apprentissage de la natation,
- lancement des travaux de Toulouse-Lautrec, sans fermeture,
- poursuite des groupes de travail sur l'hygiène, la relation client et l'animation,
- fin 2019, ouverture du portail internet destiné aux piscines.

AMÉLIORATION DE L'OFFRE AU PUBLIC

Les programmes de rénovation-crédation sont poursuivis sur 3 sites pour des terrains synthétiques, pour 3 City-stades ainsi que pour les modules de fitness.

L'extension du boulodrome Victor Garcia va être réalisée.

L'axe « Sport Santé » va être développé dans l'offre destinée aux différents publics.

ÉVÉNEMENTS ET PARTENARIATS

- Accueil du Tour de France à Toulouse
- Poursuite de la Fête du Sport
- Toulouse Plages
- Projet « Baignade en Garonne »
- Finalisation des conventions d'accueil du TFC et du Stade Toulousain au Stadium, pour une mise en œuvre en au 1er janvier 2020.



Moyens et modernisation de l'action publique

- | | |
|------|---|
| P.56 | Ressources humaines |
| P.57 | Direction du numérique |
| P.58 | Gestion et entretien du parc immobilier |

RESSOURCES HUMAINES

Chiffres clés

Equivalents Temps Plein (ETP) permanents :

6542 (moyenne constatée à fin octobre 2018)

149 départs retraite en 2018

14 500 journées de formation

BUDGET 2019

Dépenses en fonctionnement :
6,3 M€

Dépenses en investissement :
0,2 M€

Recettes en fonctionnement :
7,9 M€

Le contexte

La gestion des ressources humaines (RH) de la Mairie s'engage dans un tournant avec le partage de la fonction RH. La DRH devient Direction générale RH, en coopération avec les directions opérationnelles, via les 18 services opérationnels RH (SO RH), réseau de professionnels RH de proximité.

Au-delà d'une meilleure prise en compte des situations individuelles et des parcours des agents, moderniser la gestion des RH devient un impératif d'accompagnement de la mutabilité du service public dans un environnement en évolution. C'est aussi un vecteur d'efficacité dans un bassin de vie en forte croissance démographique.

La maîtrise de la masse salariale reste un objectif central de la politique de ressources humaines au travers du Pacte financier signé avec l'État.

Dès lors, c'est une réflexion stratégique qui est impulsée :

- en matière d'accompagnement des parcours et des mobilités, 2018 a permis de moderniser les processus de recrutement dans un souci de simplification et de maîtrise des délais,
- en matière de santé et de qualité de vie au travail, l'élaboration d'un schéma directeur vise à mieux anticiper les enjeux d'allongement de carrière,

Le réseau resserré des assistants de prévention a permis de relancer les démarches d'évaluation des risques professionnel.

Les objectifs pour l'année 2019

2019 sera la première année de mise en œuvre concrète de la fonction RH partagée, grâce au lancement des 18 SO RH, relais professionnel RH de proximité. Nombre de processus RH vont ainsi être déconcentrés, à la faveur d'un accompagnement resserré avec les « spécialistes » de la direction générale RH.

Parmi la soixantaine de projets à l'agenda de la politique des ressources humaines, sont plus particulièrement à souligner :

- le déploiement d'une GPEEC (gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences), plus concrète, à la faveur d'un référentiel métiers mieux structuré ;
- la mise en œuvre du RIFSEEP, nouveau cadre de référence réglementaire national du régime indemnitaire et facteur de sécurisation juridique comme de simplification des fiches de paye des agents ;
- au plan numérique, l'évolution du système d'information RH (SIRH), la dématérialisation de process RH et la refonte de l'intranet apporteront plus de simplicité ;
- s'agissant du dialogue social, une optimisation du fonctionnement des instances, pour des échanges recentrés sur le fond des dossiers.

Enfin, de façon transversale, les enjeux de prévention de la santé et de la qualité de vie au travail seront au cœur de l'évolution de la gestion des ressources humaines.

DIRECTION DU NUMERIQUE

Chiffres clés

11165 postes de travail

21 000 lignes téléphoniques

450 applications métiers

1188 serveurs

650 sites interconnectés

2 data centers

378 bornes wifi dans la ville
(espace public et bâtiments
ouverts au public)

BUDGET 2019

Dépenses en fonctionnement :
6 M€

Dépenses en investissement :
5,5 M€

Le contexte

La Direction du Numérique met en œuvre depuis plusieurs années la transformation numérique de la collectivité. Cette transformation est en très nette accélération depuis plusieurs mois et se concrétise par des demandes importantes de la part des directions métiers de mise en œuvre de schémas directeurs par métiers. Chaque schéma directeur regroupe plusieurs projets, souvent initiés par une modification réglementaire qui est l'occasion de repenser l'exercice du métier en profondeur et donc les outils informatiques de son exercice.

Par ailleurs, le métier de l'informatique se transforme lui même sur le plan technique : les outils sont de plus en plus des outils dit «SaaS» (Software as Service).

La question de la sécurité du système d'information n'est plus une crainte conceptuelle, les attaques sont récurrentes et seuls une vigilance continue ainsi que les outils nécessaires, peuvent repousser le moment où l'attaque traversera les défenses du système d'information. La sécurité doit également porter sur les aspects juridiques par la réponse de la collectivité aux exigences du RGPD (règlement général sur la protection des données).

Les objectifs pour l'année 2019

Comme pour l'année 2018, la Direction du Numérique reste moteur dans la mise en place d'actions prospectives relatives à la transformation numérique de l'organisation et à l'urbanisation de son système d'information afin d'assurer une meilleure efficacité des collectivités. Cela passe par la poursuite de la mise en œuvre des schémas directeurs thématiques en cours de finalisation (Immobilier, Système d'Information des Ressources Humaines, marchés publics) et par la dématérialisation de nouveaux champs d'activité relatifs à la relation au citoyen: gestion des relations avec les associations, mise en œuvre d'une nouvelle application mobile ...

Elle participe également aux projets liés à la Smart City ainsi qu'à ceux portés par la collectivité et ses partenaires dans le cadre des appels à projets de niveau national ou européen.

Enfin, l'année 2019 va voir la concrétisation de la transformation du système d'information qui sera à l'avenir centré sur la donnée ce qui permettra d'apporter de meilleurs éléments de pilotage, mais qui suppose des actions de définition, de sécurisation, de cartographie de la donnée ainsi que de fiabilisation de sa qualité.

GESTION ET ENTRETIEN DU PARC IMMOBILIER

Chiffres clés

Le Patrimoine Immobilier en 2018 est composé comme suit :

1,10 M m² (SHOB) en pleine propriété contre 1,08 M m² en 2017

27 270 m² en location contre 30 376 m² en 2017

BUDGET 2019

Dépenses de fonctionnement :
32,8 M€

Recettes en fonctionnement :
2,1 M€ (revenus locatifs du domaine privé municipal)

Dépenses en investissement :
32,4 M€ dont 9,6 M€ pour la maintenance et la rénovation des bâtiments administratifs, 20 M€ sur le schéma directeur immobilier et 1,6 M€ pour des opérations immobilières hors schéma directeur

Recettes en investissement :
24,1 M€ (cessions immobilières)

Le contexte

La création de la nouvelle Direction de l'Immobilier et des Bâtiments vient confirmer la volonté de la collectivité de moderniser la gestion immobilière municipale.

Cette nouvelle direction qui regroupe désormais près de 400 agents est destinée à mettre en œuvre une gestion plus dynamique du patrimoine bâti, d'en assurer la maintenance et sa conformité aux règles d'accessibilité, de sécurité et d'hygiène.

Celle-ci possède désormais dans son périmètre l'ensemble des compétences des métiers de l'immobilier.

Un plan d'action immobilier a été élaboré afin que cette direction, gestionnaire du parc destiné au fonctionnement des services municipaux, mette en place une programmation pluriannuelle permettant aux services de disposer de locaux professionnels modernes, adaptés aux nouveaux modes de travail, évolutifs et modulables dans le temps, et ce en vue de rationaliser et optimiser les moyens.

Ce plan d'action sert 3 objectifs majeurs :

- céder des biens immobiliers devenus inutiles au service public ou dont les coûts de réhabilitation seraient très importants par rapport à la valeur vénale du bien (ventes aux enchères),
- diminuer les dépenses de fonctionnement en réduisant les coûts de locations,
- préparer l'avenir en investissant dans l'acquisition de biens immobiliers plus adaptés au fonctionnement des services.

Les objectifs pour l'année 2019

ACQUISITION DES BIENS ET LOGEMENTS

Afin de réduire les charges de fonctionnement, la Direction Immobilier et Bâtiments finalisera certaines opérations d'achats de biens immobiliers pour asseoir définitivement la localisation de certains services.

REGROUPEMENTS

La récente acquisition de l'immeuble rue des pénitents blancs permettra le regroupement des services de la Direction Solidarités et Cohésion Sociale, ainsi que l'ensemble des services de la Direction Immobilier et Bâtiments sur un seul et unique site. L'économie annuelle de charges de fonctionnement dépassera les 250 000 € et les recettes locatives seront d'environ 420 000 €.

L'immeuble de Borderouge destiné à accueillir plus de 250 agents des directions de l'Education, de l'Enfance et Loisirs et de la Petite Enfance sera livré en mars 2019.

EFFORT SUR LE PATRIMOINE BÂTI HISTORIQUE POUR ACCOMPAGNER LA CANDIDATURE DE LA VILLE AU CLASSEMENT UNESCO

Dans le cadre de la candidature UNESCO, un effort particulier est porté sur la restructuration du patrimoine bâti historique avec la restauration en cours de la basilique de la Daurade et celle de la Chapelle de la Grave avec 2 M€ de crédits inscrits en 2019.

LA MONTÉE EN PUISSANCE DE L'AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉ

La première phase triennale de mise en conformité des ERP municipaux s'achèvera en 2019. Elle concerne plus de 150 équipements municipaux qui seront, à cette date, en cours d'études, en cours d'achèvement ou déjà rendus accessibles.

Près de 160 ERP seront concernés par la deuxième tranche (2020-2022) et 200 par la troisième tranche (2023-2025). L'ensemble des mises en conformité représente près de **46 millions d'euros**.

TRANSVERSALITÉ DE LA FONCTION IMMOBILIÈRE

Le regroupement des domaines et services liés aux fonctions immobilières et bâtimentaires est un des éléments de réponse à la mise en place du futur Système d'Information Globale.

A la suite de la consultation de prestataires lancée en 2018, la mise en place courant 2019 d'un outil informatique permettra à l'ensemble des services de la collectivité de travailler en transversalité par le partage des données, de bénéficier de solutions applicatives innovantes et d'accompagner la transition numérique.



Thématique transversale : le Contrat de Ville

CONTRAT DE VILLE ET RENOUVELLEMENT URBAIN

Chiffres clés

Le Contrat de ville 2015-2020

37 signataires autour de 5 orientations stratégiques et 16 programmes opérationnels
12 quartiers prioritaires pour la Ville de Toulouse (54 000 habitants)
12 conseils citoyens dont 9 sur Toulouse avec 400 habitants issus des quartiers prioritaires
5 maisons du projet ouvertes sur les territoires QPV ANRU
Une enveloppe allouée aux soutiens des projets associatifs de **2,4 M€**

Le NPNRU (ANRU II) : Une nouvelle cartographie prioritaire

16 quartiers en QPV dont **4** retenus par l'ANRU
2 territoires d'intérêt national (PRIN) : Le Grand Mirail qui réunit Reynerie-Mirail Université (10 610 habitants), Bellefontaine-Milan (9 545 habitants) et Bagatelle - Faourette - Papus - Tabar Bordelongue (12 331 habitants), en second lieu celui d'Empalot (5 502 habitants)
1 territoire d'intérêt régional (PRIR) : Trois cocus Izards - La vache (2 747 habitants)

BUDGET 2019

Masse salariale 2018 :

1,6 M€

Dépenses de fonctionnement :

2,6 M€

Dépenses d'investissement :

8 M€ dont : 0,5 M€ sur la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité, 4 M€ pour le centre d'animation Reynerie/maison de la citoyenneté n°6, 1 M€ pour les travaux de sécurisation rue de l'Ukraine, 1,2 M€ pour la création d'un espace seniors à cité Blanche aux Izards et la restructuration de l'équipement de quartier PAPUS à Bagatelle.

Le contexte

Nouveau cadre d'action de la politique de la ville issu de la loi Ville et Cohésion Urbaine, l'objectif du contrat de ville est de réduire les inégalités dans les quartiers prioritaires. Ce Contrat de Ville a une visée très opérationnelle, des comptes rendus tous les deux ans au travers des assises de la politique de la ville, une évaluation de mi-parcours à venir.

A travers le soutien financier au secteur associatif à destination des habitants des QPV, ce sont plus de 320 projets – dont 20 % de nouveaux projets – qui sont accompagnés chaque année.

A noter en 2018 le lancement d'un appel à projet « par et pour les jeunes », qui a permis de soutenir des projets portés directement par des jeunes habitants des QPV.

Le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain – ANRU II, en cours d'élaboration et partie intégrante du contrat de ville 2015-2020, se traduit d'ores et déjà dans les quartiers avec le lancement du chantier de l'EPHAD de Bellefontaine ou encore la livraison du nouveau groupe scolaire Simone Veil à Reynerie.

A noter l'ouverture des maisons du Projet dans les quartiers ANRU, site d'information et de concertation permanente sur les projets de rénovation urbaine des quartiers.

Les objectifs pour l'année 2019

En vue de réduire les inégalités entre les quartiers prioritaires et le reste de la Métropole, le Contrat de Ville, regroupe à la fois les projets de rénovation urbaine, de gestion de proximité et les actions de développement social et économique animés territorialement par des équipes dédiées.

En 2019 se poursuivra la mise en œuvre des 16 programmes et leur déclinaison en actions.

Les enjeux du soutien aux associations porteront principalement sur le renforcement des actions pour l'emploi (connaissance des dispositifs, liens avec l'entreprise, forums ciblés, lutte contre les discriminations...) et sur la mobilisation de tous les acteurs pour la jeunesse et l'éducation. Un accent sera mis sur les démarches de « aller vers ».

Le travail autour des problématiques de sécurité et de prévention, de l'accès aux droits et aux services publics, du rééquilibrage des territoires de vie, de l'offre de logements, du renforcement de l'accès à la culture et au sport comme vecteurs d'émancipation, sera poursuivi.

Les Assises Métropolitaine de la politique de la ville seront organisées au second semestre 2019. Elles seront l'occasion de pointer des réalisations concrètes, de faire état de l'avancement global des programmes d'action, de mettre en valeur l'action des partenaires et de pointer les sujets sur lesquels les avancées sont plus difficiles. Elles doivent favoriser les échanges, le débat, la prise de parole des acteurs et habitants des quartiers.

Les opérations inscrites à l'ANRU 1se poursuivent avec la finalisation de l'opération Petit Bois de Bagatelle, la poursuite de la réhabilitation de la piscine Alban Minville et la création du Centre d'animation et Maison de la citoyenneté Reynerie.

2019

Rapport du budget primitif

.....